

Rapport de gestion  
**CORPORATION FIERA CAPITAL**

Trimestre et exercice clos le 31 décembre 2014



**FIERA**CAPITAL



## Table des matières

Mode de présentation .....	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société .....	3
Événements importants .....	5
Perspectives commerciales.....	7
Sommaire du rendement du portefeuille .....	9
Principales tendances .....	10
Points saillants du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2014 .....	12
Sommaire des résultats trimestriels .....	15
Résultats d'exploitation et performance globale.....	17
Sommaire des résultats trimestriels .....	34
Situation de trésorerie et sources de financement.....	38
Contrôles et procédures.....	48
Instruments financiers.....	49
Gestion du capital .....	52
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	52
Nouvelles méthodes comptables.....	54
Mesures non conformes aux IFRS .....	57
Risques liés aux activités .....	58

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 18 mars 2015, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (« la Société », « Fiera Capital » ou « nous ») pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes au 31 décembre 2014 et pour l'exercice clos à cette date.

Les états financiers consolidés audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, Fonds Fiera Capital Funds inc. (« FFCI ») (anciennement Fonds Fiera Sceptre inc.), qui est inscrite auprès de diverses commissions des valeurs mobilières provinciales à titre de courtier de fonds communs de placement et membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement, Fiera US Holdings Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors LLC, Bel Air Management LLC, Bel Air Securities LLC et Wilkinson O'Grady & Co. Inc.), Fiera Quantum GP Inc. et 9276-5072 Québec Inc. (qui, collectivement, détiennent une participation de 55 % donnant le contrôle dans Société en commandite Fiera Quantum, qui détient FQ ABCP GP Inc., FQ GenPar LLC et FQ ABCP (USA) GP Inc.) et 8645230 Canada Inc. (qui détient Gestion Fiera Capital S.a.r.l.). Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

La Société exerce un contrôle conjoint sur Fiera Axiom Infrastructure Inc. (« Fiera Axiom »), entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et sur Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), entité spécialisée en investissement immobilier. Les résultats financiers des participations de la Société dans ses coentreprises sont intégrés aux résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

## **MODE DE PRÉSENTATION**

La Société dresse ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les méthodes comptables appliquées dans les états financiers consolidés de la Société reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 31 décembre 2014.

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS amène la direction à faire emploi de certaines estimations comptables critiques et à exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines demandant le plus de jugement ou posant le plus de complexité ainsi que les domaines où les hypothèses et les estimations sont fondamentales à l'établissement des états financiers consolidés figurent à la note 3 des états financiers consolidés audités.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2014, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté »), le résultat net ajusté et le résultat en trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 57.

## **DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

## **VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ**

Fiera Capital est une société de gestion de placements indépendante de plein exercice offrant des produits multiples, des services-conseils et des services connexes, avec plus de 86 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ce qui comprend les actifs sous gestion de ses coentreprises. La Société détient des participations dans les coentreprises Fiera Axiom Infrastructure Inc., entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et Fiera Immobilier Limitée, entité spécialisée en investissement immobilier, à l'égard desquelles elle exerce un contrôle conjoint. Le modèle d'affaires de Fiera Capital repose avant tout sur la prestation de services de gestion de placements axés sur l'excellence auprès de ses clients. Fiera Capital offre aux investisseurs institutionnels, aux clients de gestion privée et à des investisseurs individuels diverses solutions de placement faisant appel à des stratégies de placement diversifiées. En plus de gérer les comptes de ses clients sur une base individuelle (les « comptes gérés »), Fiera Capital a recours à des fonds en gestion commune pour gérer ses catégories d'actifs spécialisées et pour regrouper les actifs de plus petits clients afin d'accroître la productivité des placements (les « fonds en gestion commune »). Afin de fournir aux investisseurs individuels un accès à ses services de gestion des placements, Fiera Capital agit aussi à titre de gestionnaire de portefeuille de certains fonds communs de placement, de certains fonds en gestion commune sur marchandises et du Fonds d'investissement RÉA II Fiera Capital inc. (les « fonds communs de placement »). Depuis l'acquisition de Propel Capital Corporation, Fiera Capital est devenue gestionnaire de placements de plusieurs fonds d'investissement à capital fixe inscrits à la TSX (les « fonds d'investissement à capital fixe » et, collectivement avec les fonds en gestion commune et les fonds communs de placement, les « Fonds »).

Les parts de certains fonds communs de placement sont distribuées par l'intermédiaire de Fonds Fiera Capital inc. (« FFCI ») (anciennement Fonds Fiera Sceptre inc.), filiale entièrement détenue de Fiera Capital. FFCI est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement et est inscrite dans la catégorie des courtiers de fonds communs de placement en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Yukon. Fiera Capital est inscrite comme courtier sur le marché dispensé et gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada. Fiera Capital est également inscrite comme gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador. De plus, puisque Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme « gestionnaire d'opérations sur marchandises » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* de l'Ontario, comme « conseiller » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* du Manitoba, ainsi que comme « gestionnaire de portefeuille en dérivés » en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* du Québec.

Dans la foulée de l'acquisition des entités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady & Co Inc. (« Wilkinson »), Fiera Capital a résilié son inscription à titre de conseiller en placement auprès de la US Securities and Exchange Commission (« SEC ») et, en règle générale, n'est pas autorisée à fournir directement des services-conseils en placement à ses clients en sol américain.

Bel Air Investment Advisors LLC (« Bel Air »), Bel Air Securities LLC (« Bel Air Securities ») et Wilkinson sont désormais des filiales en exploitation américaines de Fiera Capital et fournissent une gamme de services de courtage et de conseils en placements aux clients des États-Unis. Bel Air et Bel Air Securities exercent leurs activités sous les raisons sociales Bel Air et Fiera Asset Management USA.

Fiera Capital partage son personnel de conseils en placement et ses autres ressources avec Bel Air et Bel Air Securities en tant que « société affiliée participante » au sens donné par le personnel de la SEC qui permet aux conseillers en placement inscrits des États-Unis d'avoir recours aux ressources en conseils en placement de sociétés affiliées étrangères qui ne sont pas inscrites auprès de la SEC.

Bel Air, sa filiale Bel Air Management, LLC et Wilkinson sont des conseillers en placement inscrits auprès de la SEC. Bel Air Securities est un courtier américain inscrit.



## **ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS**

L'exercice 2014 a été marqué par une forte croissance interne, alors que la Société a continué de diversifier et de renforcer sa plateforme d'affaires dans l'optique de se positionner en tant que gestionnaire d'actifs de premier ordre en Amérique du Nord.

### *Percée majeure aux États-Unis*

La Société a connu une forte lancée aux États-Unis au cours de l'exercice, gagnant de nombreux mandats d'importance tant dans les secteurs des marchés institutionnels et que de la gestion privée. Le secteur américain représente désormais une part importante des activités de la Société et compte pour 28% des produits et 13% des actifs sous gestion.

En outre, des sociétés internationales d'experts-conseils ont accordé une cote favorable à la Société au cours de l'exercice, portant ainsi à six le nombre total d'approbations d'experts-conseils.

### *Lancement de nouveaux fonds*

La Société s'est engagée à innover continuellement en mettant de nouvelles stratégies en place sur le marché.

En effet, quatre stratégies d'investissement ont fait leur entrée pendant l'exercice : le Fonds Fiera Obligations à haut rendement, le Fonds Fiera d'infrastructure privé, le Fiera Capital Fonds défensif d'actions américaines et le Fiera Capital Fonds défensif d'actions mondiales.

En ce qui a trait aux produits structurés, un prospectus provisoire a été déposé à l'égard du Fonds d'obligations d'infrastructures de qualité supérieure à la clôture de l'exercice.

### *Reconnaissance dans le secteur*

En 2014, le succès continu et la solide performance de Fiera Capital se sont traduits par de nombreuses reconnaissances et distinctions au sein du secteur.

Jean-Guy Desjardins, président du conseil d'administration et chef de la direction, et Sylvain Brosseau, président et chef de l'exploitation, se sont classés dans le Top 5 du secteur des finances au Québec de la revue *Finance et investissement*, publication de langue française canadienne destinée aux professionnels de la finance.

Jean-Philippe Choquette, vice-président et gestionnaire de portefeuilles principal, s'est vu remettre quatre prix lors de la cérémonie des *Canadian Hedge Fund Awards*, soulignant ainsi sa performance supérieure dans la catégorie des marchés neutres. Cette importante reconnaissance renforce l'objectif de la Société de devenir un chef de file en matière de placements non traditionnels en Amérique du Nord.

Michael Chan, vice-président et gestionnaire de portefeuilles principal, Actions de petite capitalisation, s'est taillé une place de choix au classement des *Investment Minds of the Year* selon le palmarès TogGun 2014, publié par Brendan Wood International, importante entreprise indépendante de services-conseils axée sur les renseignements. Fiera Capital figure également au palmarès des cinq meilleures équipes de placement.

Le Fonds d'actions mondiales de Fiera Capital a remporté le *Fundata FundGrade® A+ Recognition* pour la deuxième année d'affilée. Deux des fonds dont le sous-conseiller est Fiera Capital, à savoir le Fonds croissance Québec Banque National et le FNB Horizons Actif obligations de sociétés (HAB) se sont également vu attribuer une cote de A+ de la part de Fundata.

### ***Acquisitions***

#### Propel Capital Corporation

Le 2 septembre 2014, la Société a acquis Propel Capital Corporation pour une contrepartie totale maximale de 12 millions de dollars. Propel est une société de placement réputée de Toronto qui conçoit, gère et offre des solutions de placement axées sur les fonds d'investissement à capital fixe pour la clientèle canadienne. L'acquisition de Propel Capital Corporation a contribué à bonifier considérablement la capacité d'offre au détail de la Société.

#### Samson Capital Advisors LLC

Après la clôture de l'exercice, le 11 février 2015, la Société a conclu une entente visant l'acquisition de l'entreprise établie à New York, Samson Capital Advisors LLC, importante société de gestion de placements à revenus fixes américaine cumulant 7,6 milliards de dollars en actifs sous gestion. La contrepartie totale versée à la conclusion de la transaction se chiffrera à environ 33,5 millions de dollars américains, sous réserve de divers ajustements. Cette acquisition fera augmenter les actifs sous gestion de Fiera Capital à plus de 96 milliards de dollars canadiens et accentuera sa présence aux États-Unis dans le secteur de la gestion mondiale d'actifs.

### ***Augmentation du dividende***

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,13 \$ par action de catégorie A avec droit de vote subalterne et par action de catégorie B avec droit de vote spécial de Fiera Capital, à payer le 28 avril 2015 aux actionnaires inscrits au registre à la fermeture des bureaux, le 31 mars 2015.

Il s'agit de la deuxième augmentation du dividende pour l'exercice 2014.

## **PERSPECTIVES COMMERCIALES**

Les perspectives de croissance mondiale et les politiques monétaires à l'étranger continuent de prendre des orientations différentes. Alors que les solides prévisions de croissance aux États-Unis laissent entendre que l'économie n'appelle plus à des politiques monétaires ultra-accommodantes, les liquidités deviennent plus abondantes ailleurs, la croissance anémique outre-mer ayant poussé les banques centrales de l'Europe, du Japon et de la Chine à prendre des mesures concertées dans le but de s'attaquer aux pressions désinflationnistes persistantes. Conjuguées à une trajectoire de croissance remarquable au pays, les politiques monétaires étrangères très stimulantes ont créé un environnement des plus favorables pour les capitaux propres.

Le rendement des obligations a poursuivi sa trajectoire descendante en décembre et les marchés à revenus fixes ont généré des résultats positifs, en dépit de l'impressionnante reprise économique en Amérique du Nord. Des incertitudes géopolitiques et certaines préoccupations quant à la croissance, émanant de l'étranger, ont alimenté les inquiétudes des investisseurs, augmentant ainsi l'attrait des obligations nord-américaines. Dans le même ordre d'idées, les marchés des capitaux mondiaux en devises étrangères ont connu un déclin généralisé, tandis qu'une surperformance a régné sur le marché des capitaux propres américains. Enfin, la récente vigueur du dollar américain attribuable à l'environnement de croissance supérieur aux États-Unis par rapport au reste du monde a teinté les marchés des devises et des marchandises. Cette récente montée du dollar américain a contribué à l'affaiblissement des prix des marchandises dans un contexte d'offre excédentaire, principal vecteur du recul des prix du pétrole.

Nous continuons de constater d'importantes divergences d'ordre macroéconomique entre les États-Unis et le reste du monde. L'économie américaine continue de rayonner dans un environnement économique mondial autrement incertain, et ce, en raison de la demande optimiste des consommateurs portée par un marché du travail en progression et par la baisse des prix de l'essence. Parallèlement, l'inflation reste bien maîtrisée dans un contexte de recul des prix de l'énergie et de vigueur du dollar américain. Par conséquent, la Réserve fédérale a insisté sur l'importance d'adopter une approche « patiente » à l'égard de la normalisation des politiques sur les taux d'intérêt. Pendant ce temps, la croissance s'est raffermie au Canada et a surpassé les attentes en octobre. Comme l'avait prédit la Banque du Canada, les niveaux élevés d'inflation se sont avérés temporaires et l'inflation a ralenti pour se rapprocher de sa cible en novembre, offrant ainsi à la Banque plus de latitude quant à la souplesse de ses politiques sur les taux d'intérêt.

Contrairement à l'Amérique du Nord, les perspectives économiques étrangères ont été mitigées. La croissance et l'inflation (déflation) en Europe ont été décevantes, le Japon est officiellement entré en récession au troisième trimestre, alors que son économie continue de digérer la hausse des taxes à la consommation mise en œuvre au début de 2014, et les données économiques en Chine continuent d'apporter leur lot de mauvaises surprises. Par conséquent, nous avons été témoins de l'injection de sommes considérables par des banques centrales internationales destinées à raviver ces économies défaillantes. Alors que la Banque centrale d'Europe devrait annoncer un programme quantitatif vers la fin du mois de janvier, les autorités japonaises se sont engagées à relancer l'économie en affaiblissant le yen et en retardant la hausse prévue des taxes à la consommation. Enfin, le contexte inflationniste modéré en Chine a permis aux décideurs de mettre en place des politiques stimulantes ciblées pour assurer l'atteinte des objectifs de croissance du pays.

Notre principal scénario de « forte croissance » n'a pas changé. Nous assistons à une reprise de la croissance mondiale, mue par la puissance américaine, qui a alimenté du même souffle l'économie canadienne. Pendant ce temps, des reprises économiques plus discrètes à l'étranger ont donné lieu à des politiques de stimulation économique concertées ayant pour objectif de promouvoir la croissance dans les régions où les perspectives sont un peu trop pessimistes, ce qui pourrait engendrer un dénouement positif inattendu pour la croissance mondiale. Par

ailleurs, le récent recul des prix de l'énergie a stimulé davantage les économies de consommation, ce qui favorise un peu plus le contexte économique mondial de 2015.

### SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

#### Taux de rendement annualisés

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création * (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
<b>Revenu fixe</b>	<b>50,5</b>									
Revenu fixe – Gestion active univers		8,48	-0,31	3	5,93	0,49	2	1 <sup>er</sup> janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique		9,34	0,55	1	6,44	0,99	1	1 <sup>er</sup> janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		9,07	0,28	1	5,91	0,46	2	1 <sup>er</sup> janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion active long terme		16,69	-0,78	3	9,24	0,20	2	1 <sup>er</sup> juil. 1998	Indice à long terme FTSE TMX Canada	
Obligations à haut rendement		3,77	0,59	4	9,25	-0,06	1	1 <sup>er</sup> févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	1
Actions privilégiées		7,04	0,22	s. o.	6,13	1,57	s. o.	1 <sup>er</sup> févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		18,65	0,65	s. o.	9,21*	1,7*	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX Canada	
<b>Fonds équilibrés</b>	<b>4,7</b>									
Fonds équilibré « Core »		12,30	1,58	1	9,64	1,50	2	1 <sup>er</sup> sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		12,48	1,77	1	13,19*	2,46*	2	1 <sup>er</sup> avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Fonds équilibré		10,92	0,24	2	9,57	1,63	2	1 <sup>er</sup> mars 1973	Indice de référence – équilibré	4
<b>Actions</b>	<b>27,2</b>									
Actions canadiennes – Valeur		8,42	-2,14	3	7,89	0,36	4	1 <sup>er</sup> janv. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Croissance		14,28	3,72	1	7,19	-0,33	4	1 <sup>er</sup> janv. 2007	Indice plafonné S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		12,48	1,92	2	8,47	0,94	3	1 <sup>er</sup> janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		4,02	-1,21	4	12,29	1,68	1	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		11,42	13,76	2	13,96	10,94	1	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		15,87	18,21	1	11,04	8,03	2	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		26,97	3,03	1	20,95	3,17	1	1 <sup>er</sup> avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		6,95	3,29	1	13,07	5,61	1	1 <sup>er</sup> janv. 2010	Indice MSCI EAE0 net (\$ CA)	
Actions mondiales		16,51	2,12	1	17,76	5,34	1	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
<b>Placements non traditionnels</b>	<b>4,2</b>									
Fonds - Marché neutre nord-américain		11,29	10,39	s. o.	1,92	1,03	s. o.	1 <sup>er</sup> oct. 2007	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Actions « Long/Short »		24,81	23,90	s. o.	15,57*	14,60*	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Rendement absolu obligataire		-4,21	-5,12	s. o.	-0,03*	-1,01*	s. o.	1 <sup>er</sup> déc. 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Financement diversifié		6,02	5,11	s. o.	7,36	6,47	s. o.	1 <sup>er</sup> avr. 2008	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds - Multi-stratégies – Revenu		7,12	4,06	s. o.	6,18	3,18	s. o.	1 <sup>er</sup> nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX Canada	
Fonds - Infrastructure		8,13	s. o.	s. o.	5,09*	s. o.	s. o.	1 <sup>er</sup> mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds - Immobilier		5,83	s. o.	s. o.	4,25*	s. o.	s. o.	1 <sup>er</sup> juil. 2013	Aucun indice de référence	
Fonds - Arbitrage d'obligations et de devises		-3,93	-4,83	s. o.	1,38*	0,41*	s. o.	1 <sup>er</sup> avr. 2013	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
<b>Total des actifs sous gestion</b>	<b>86,6</b>									

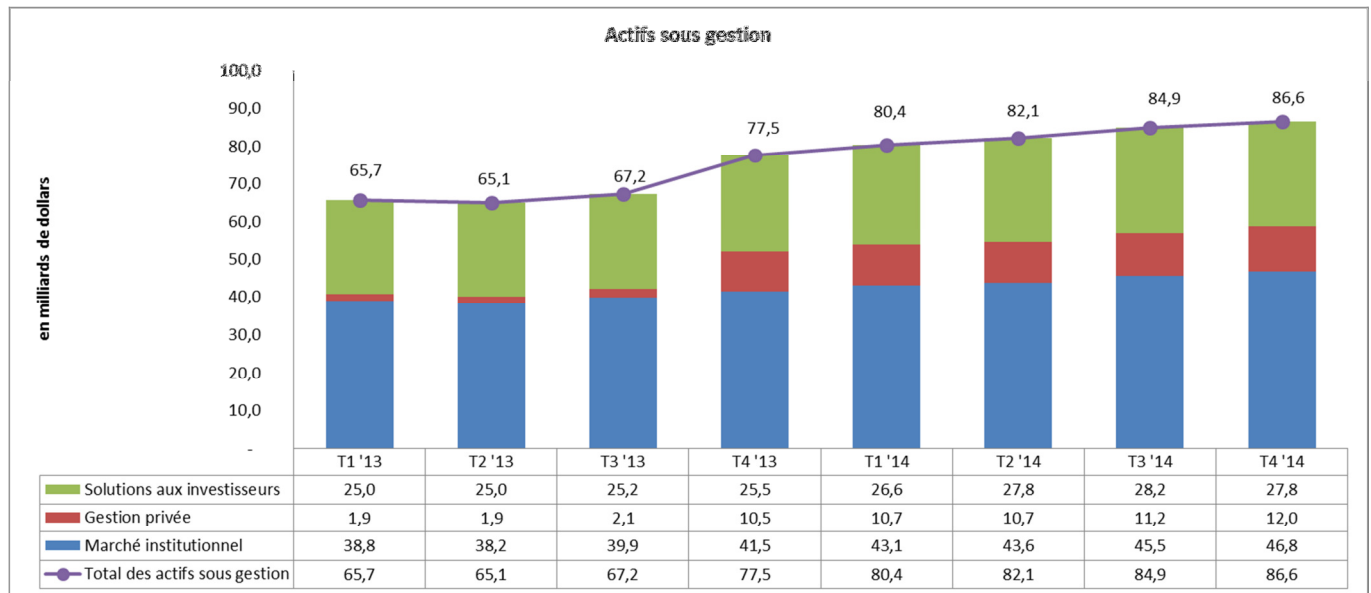
Notes :

- Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde Net (\$ CA).
- Tous les rendements, y compris ceux des obligations à haut rendement, des actions américaines, des actions internationales et des actions mondiales, sont exprimés en dollars canadiens.
- Tous les rendements présentés sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté celle des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

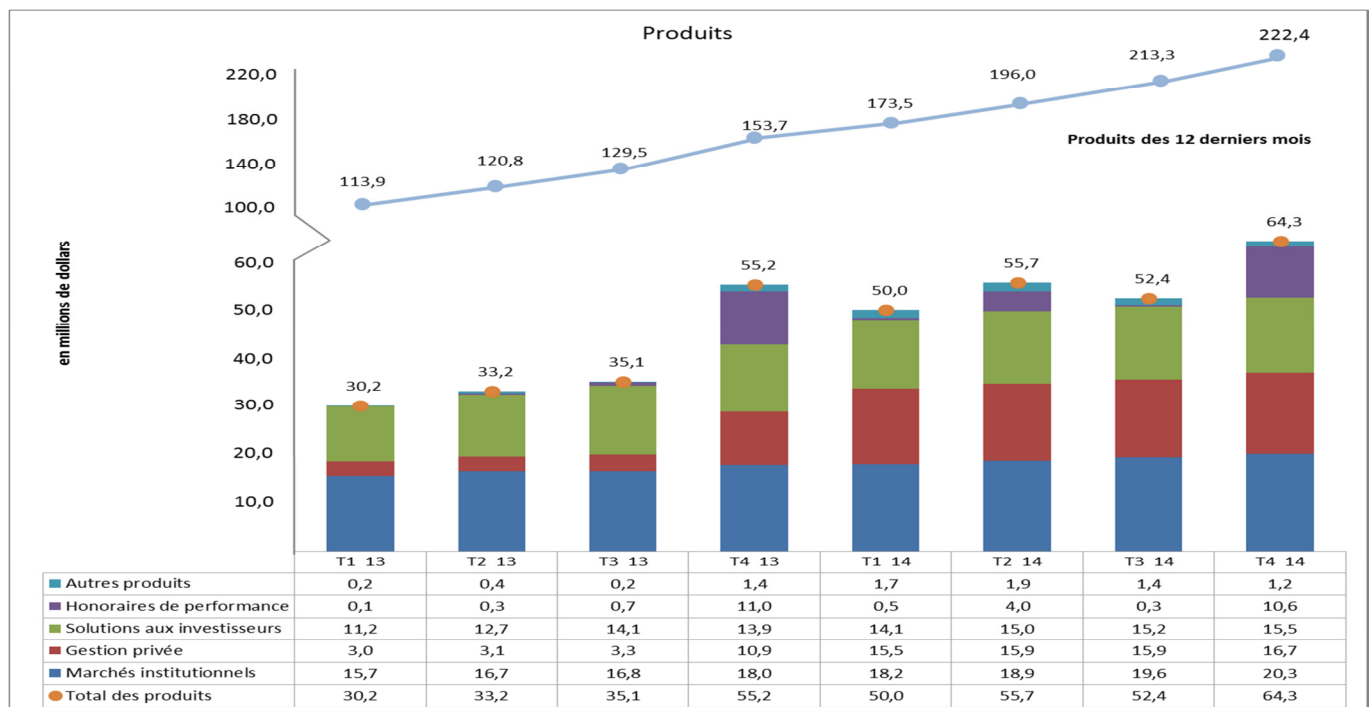
## PRINCIPALES TENDANCES

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits, ainsi que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat ajusté par action et les dividendes pour les 12 derniers mois. L'analyse de ces tendances est présentée sous la rubrique *Analyse des résultats et des tendances*, à la page 35.

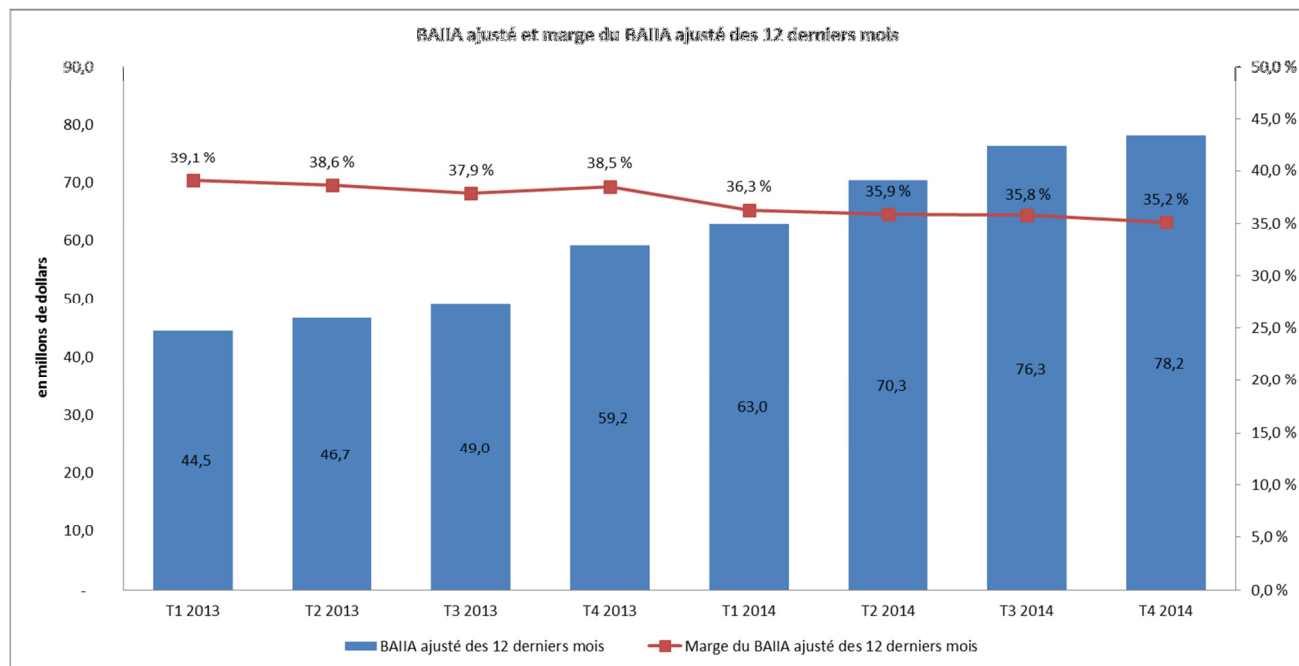
### Actifs sous gestion



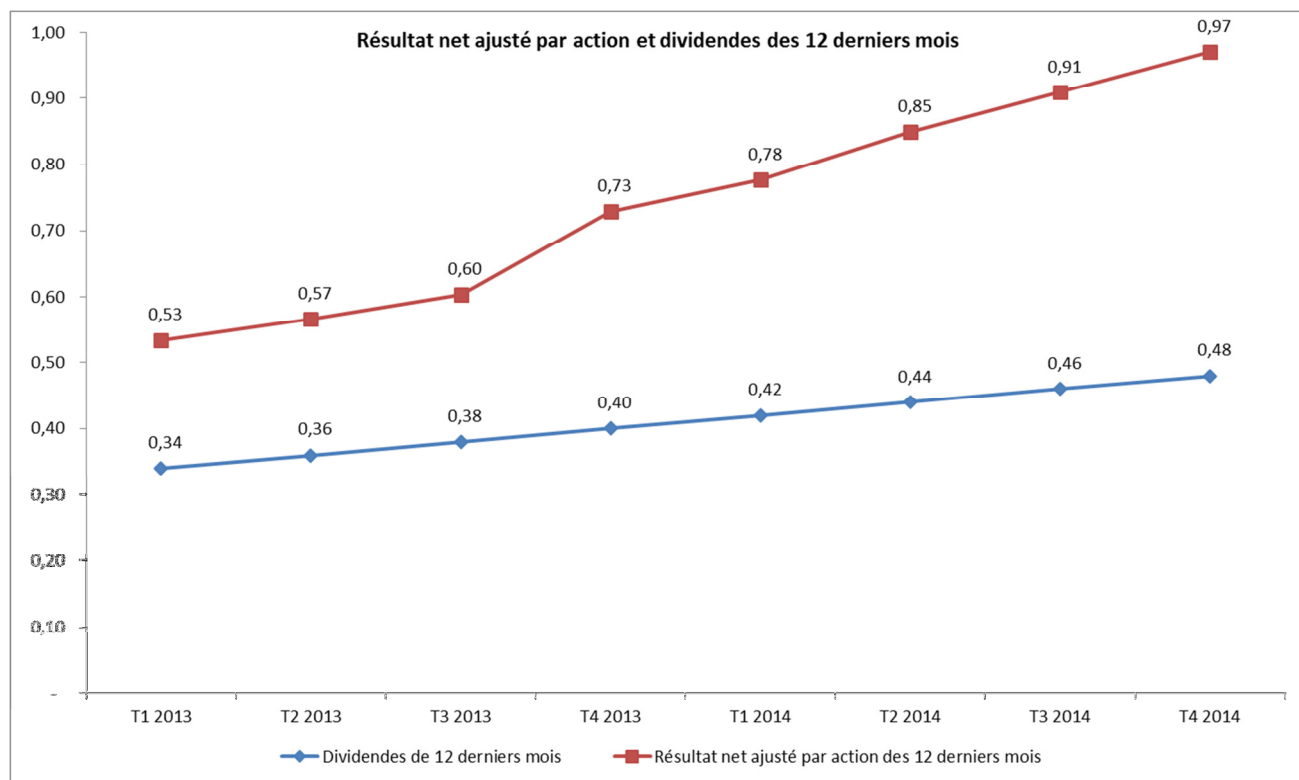
### Produits



### BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



### Résultat net ajusté par action et dividendes des 12 derniers mois



## **POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Les points saillants du trimestre clos le 31 décembre 2014 ont été les suivants :**

### **Comparaison des trimestres clos les 31 décembre 2014 et 2013**

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 9,1 milliards de dollars, ou 12 %, pour se fixer à 86,6 milliards de dollars au 31 décembre 2014, contre des actifs sous gestion de 77,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 se sont accrus de 9,5 millions de dollars, ou 21 %, pour s'établir à 53,7 millions de dollars par rapport aux 44,2 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 11,0 millions de dollars pour la période correspondante de 2013.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 8,0 millions de dollars, ou 24 %, pour se chiffrer à 41,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, alors qu'ils avaient été de 33,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté a monté de 1,9 million de dollars, ou 8 %, pour atteindre 24,8 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 22,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action est demeuré inchangé par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent à 0,36 \$ (de base) et à 0,35 \$ (dilué).
- › Le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 3,6 millions de dollars, ou 43 %, par rapport à celui du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 8,5 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 s'est élevé à 23,5 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), contre 18,1 millions de dollars, ou 0,28 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013.



### Comparaison des trimestres clos le 31 décembre 2014 et le 30 septembre 2014

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 2 %, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 pour atteindre 86,6 milliards de dollars, contre 84,9 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2014.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 se sont accrus de 1,6 million de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 53,7 millions de dollars, contre 52,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.
- › Les honoraires de performance se sont chiffrés à 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 0,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes se sont accrus de 5,4 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 41,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à 36,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 6,7 millions de dollars, ou 37 %, pour s'établir à 24,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 18,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Le BAIIA ajusté par action a été de 0,36 \$ (de base) et de 0,35 \$ (dilué) pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 0,26 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.
- › Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), soit une hausse de 7,0 millions de dollars, ou de plus de 100 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 30 septembre 2014, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait atteint 5,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 s'est fixé à 23,5 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), contre 14,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

**Points saillants de l'exercice clos le 31 décembre 2014**

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont bondi de 65,3 millions de dollars, ou 46 %, pour s'établir à 206,9 millions de dollars, par rapport aux 141,6 millions de dollars qui ont été générés à l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance se sont chiffrés à 15,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 12,1 millions de dollars pour l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 53,9 millions de dollars, ou 55 %, pour se fixer à 151,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, en regard de 97,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.
- › Le BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 a progressé de 19,0 millions de dollars, ou 32 %, pour se chiffrer à 78,2 millions de dollars, contre 59,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est établi à 1,14 \$ (de base) et à 1,12 \$ (dilué) pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 1,01 \$ par action (de base) et 1,00 \$ (dilué) pour l'exercice précédent.
- › Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 27,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 12,6 millions de dollars, ou 84 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 14,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base) et 0,25 \$ par action (dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'est établi à 66,7 millions de dollars, ou 0,97 \$ par action (de base) et 0,96 \$ (dilué), contre 43,4 millions de dollars, ou 0,74 \$ par action (de base) et 0,73 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	31 DÉCEMBRE 2014	30 SEPTEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
Actifs sous gestion	86 612	84 875	77 485	1 737	9 127

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	52 502	50 647	42 802	1 855	9 700
Honoraires de performance – actifs traditionnels	5 567	97	6 529	5 470	(962)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	5 022	180	4 450	4 842	572
Autres revenus	1 213	1 447	1 441	(234)	(228)
<b>Total des produits</b>	<b>64 304</b>	<b>52 371</b>	<b>55 222</b>	<b>11 933</b>	<b>9 082</b>
<b>Charges</b>					
Frais de vente et charges générales et administratives	40 150	34 775	32 388	(5 375)	(7 762)
Frais des gestionnaires externes	1 490	1 420	1 221	(70)	(269)
Amortissement des immobilisations corporelles	611	343	367	(268)	(244)
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 655	6 411	6 164	(244)	(491)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	2 283	2 164	2 029	(119)	(254)
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur	636	612	(1 302)	(24)	(1 938)
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 174	654	67	(520)	(1 107)
Frais d'acquisition	824	561	2 878	(263)	2 054
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(8 284)	50	(390)	8 334	7 894
Dépréciation d'actifs non financiers	8 016	-	-	(8 016)	(8 016)
Autres (produits) charges <sup>3)</sup>	(38)	(364)	(536)	(326)	(498)
<b>Total des charges</b>	<b>53 517</b>	<b>46 626</b>	<b>42 886</b>	<b>(6 891)</b>	<b>(10 631)</b>
<b>Résultat avant l'impôt sur le résultat</b>	<b>10 787</b>	<b>5 745</b>	<b>12 336</b>	<b>5 042</b>	<b>(1 549)</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>1 322</b>	<b>1 226</b>	<b>3 924</b>	<b>(96)</b>	<b>2 602</b>
<b>Résultat net</b>	<b>9 465</b>	<b>4 519</b>	<b>8 412</b>	<b>4 946</b>	<b>1 053</b>
<b>Attribuable :</b>					
Aux actionnaires de la Société	12 090	5 053	8 481	7 037	3 609
À la participation ne donnant pas le contrôle	(2 625)	(534)	(69)	(2 091)	2 556
<b>Résultat net</b>	<b>9 465</b>	<b>4 519</b>	<b>8 412</b>	<b>4 946</b>	<b>1 053</b>
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>					
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,36	0,26	0,36	0,10	-
Résultat net	0,18	0,07	0,13	0,11	0,05
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,34	0,21	0,28	0,13	0,06
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>					
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,35	0,26	0,35	0,09	-
Résultat net	0,18	0,07	0,13	0,11	0,05
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,34	0,21	0,27	0,13	0,07

1) Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.

2) POS : positive; NÉG : négative.

3) Les autres (produits) charges tiennent compte des postes suivants : « (Profit) perte sur la cession de placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « (Profit) perte sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	EXERCICES CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>			
Honoraires de gestion	200 612	139 397	61 215
Honoraires de performance – actifs traditionnels	6 434	7 181	(747)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 003	4 936	4 067
Autres revenus	6 309	2 213	4 096
<b>Total des produits</b>	<b>222 358</b>	<b>153 727</b>	<b>68 631</b>
<b>Charges</b>			
Frais de vente et charges générales et administratives	145 967	94 357	(51 610)
Frais des gestionnaires externes	5 107	2 858	(2 249)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 733	1 341	(392)
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 700	19 083	(6 617)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	7 977	6 931	(1 046)
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur	2 642	637	(2 005)
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	3 127	1 509	(1 618)
Frais d'acquisition	2 079	6 572	4 493
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(7 419)	(426)	6 993
Dépréciation d'actifs non financiers	8 016	-	(8 016)
Autres (produits) charges <sup>3)</sup>	(1 320)	(1 129)	191
<b>Total des charges</b>	<b>193 609</b>	<b>131 733</b>	<b>(61 876)</b>
<b>Résultat avant l'impôt sur le résultat</b>	<b>28 749</b>	<b>21 994</b>	<b>6 755</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>5 158</b>	<b>7 389</b>	<b>2 231</b>
<b>Résultat net</b>	<b>23 591</b>	<b>14 605</b>	<b>8 986</b>
<b>Attribuable :</b>			
Aux actionnaires de la Société	27 492	14 939	12 553
À la participation ne donnant pas le contrôle	(3 901)	(334)	(3 567)
<b>Résultat net</b>	<b>23 591</b>	<b>14 605</b>	<b>8 986</b>
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	1,14	1,01	0,13
Résultat net	0,40	0,26	0,14
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,97	0,74	0,23
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	1,12	1,00	0,12
Résultat net	0,40	0,25	0,15
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,96	0,73	0,23

1) Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.

2) POS : positive; NÉG : négative.

3) Les autres (produits) charges tiennent compte des postes suivants : « (Profit) perte sur la cession de placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « (Profit) perte sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états de la situation financière (en milliers de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013
Trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	25 445	32 174
Débiteurs	59 960	56 072
Autres actifs courants	4 654	3 771
Immobilisations incorporelles	292 835	310 151
Goodwill	370 161	357 773
Participation dans des coentreprises	9 635	8 284
Autres actifs non courants	9 490	8 342
<b>Total des actifs</b>	<b>772 180</b>	<b>776 567</b>
Passifs courants	53 680	56 329
Impôt sur le résultat différé	20 091	24 636
Dette à long terme	222 081	228 262
Obligations au titre du prix d'achat	36 168	40 250
Instruments financiers dérivés	945	644
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	-	7 720
Autres passifs non courants	5 004	1 685
<b>Total des passifs</b>	<b>337 969</b>	<b>359 526</b>
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	437 154	416 083
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(2 943)	958
	434 211	417 041
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>772 180</b>	<b>776 567</b>

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

### *Actifs sous gestion*

Les niveaux des actifs sous gestion jouent un rôle déterminant dans les activités de Fiera Capital. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. Dans le présent rapport de gestion, la Société analyse ses résultats en fonction de ses catégories de clientèle.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

**Tableau 3 – Actifs sous gestion (en millions de dollars)\***

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	84 875	82 131	67 163	77 485	58 138
Variation nette	1 737	2 519	2 067	8 902	4 334
Acquisitions	-	225	8 255	225	15 013
Actifs sous gestion à la clôture de la période	86 612	84 875	77 485	86 612	77 485

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

\* Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

**Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)**

	30 SEPTEMBRE 2014	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS	31 DÉCEMBRE 2014
Marchés institutionnels	45 539	651	(233)	(477)	1 234	60	-	46 774
Gestion privée	11 186	443	(53)	31	68	323	-	11 998
Solutions aux investisseurs	28 150	9	(671)	393	(41)	-	-	27 840
Actifs sous gestion à la clôture de la période	84 875	1 103	(957)	(53)	1 261	383	-	86 612

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### *Variations trimestrielles*

Les actifs sous gestion totaux ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 2 %, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 pour s'établir à 86,6 milliards de dollars, comparativement à 84,9 milliards de dollars au 30 septembre 2014. Cette augmentation s'explique principalement par les nouveaux mandats de 1,1 milliard de dollars, dont 0,7 milliard de dollars proviennent de la clientèle des marchés institutionnels, par une contribution nette positive de 0,3 milliard de dollars des clients existants ainsi que par le raffermissement des marchés de l'ordre de 1,3 milliard de dollars, ce qui a été atténué par des mandats perdus se chiffrant à 1,0 milliard de dollars au cours de cette période. Enfin, les variations du taux de change du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 0,4 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du quatrième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, la clientèle des Marchés institutionnels a rapporté pour environ 650 millions de dollars de nouveaux mandats aux actifs sous gestion de la Société, grâce aux nombreuses catégories d'actifs, notamment les actions mondiales, les mandats à revenus fixes spécialisés et les actifs réels. La croissance émane des clients nord-américains, ce qui cadre avec l'objectif de la Société de devenir une société de gestion d'actifs de premier plan en Amérique du Nord. En revanche, les mandats perdus du secteur des Marchés institutionnels au cours du trimestre sont surtout attribuables au rapatriement d'actifs en interne et au regroupement de fournisseurs de services en gestion de placement.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 0,8 milliard de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, en raison essentiellement des nouveaux mandats obtenus dans l'acquisition de Bel Air, de l'incidence positive des fluctuations du change et de l'appréciation du marché au cours de la période.

Les actifs sous gestion de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont reculé de 0,3 milliard de dollars au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 en raison principalement de la perte d'un mandat, qui représentait 0,6 milliard de dollars, d'un client important dont les autres mandats sont toujours gérés par la Société. Cette perte a été atténuée par de nouveaux mandats et contributions nettes de 0,4 milliard de dollars, la clientèle des Solutions aux investisseurs ayant continué de bénéficier de contributions nettes accrues au cours du quatrième trimestre de 2014 par suite d'une amélioration des réseaux de distribution.

**Tableau 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)**

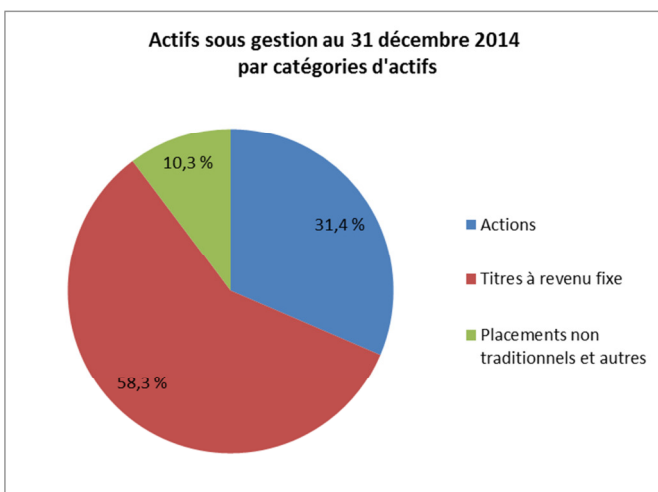
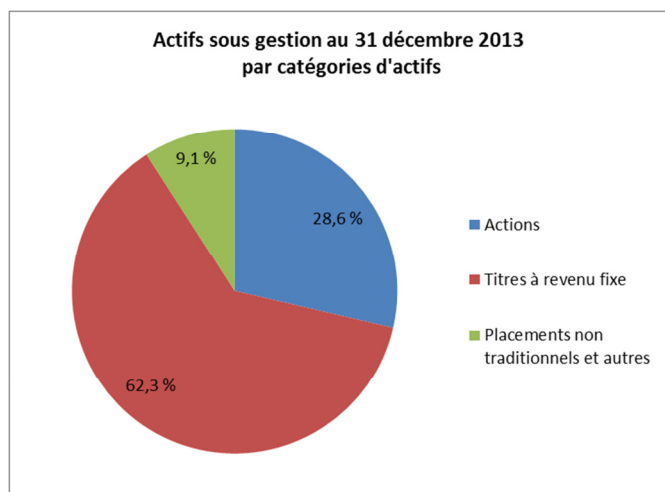
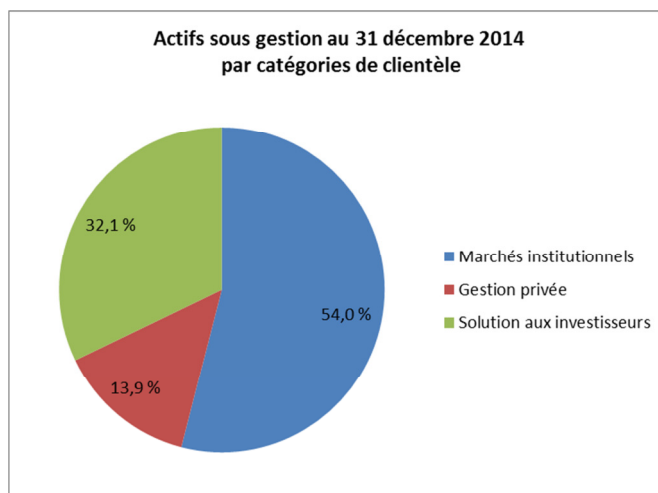
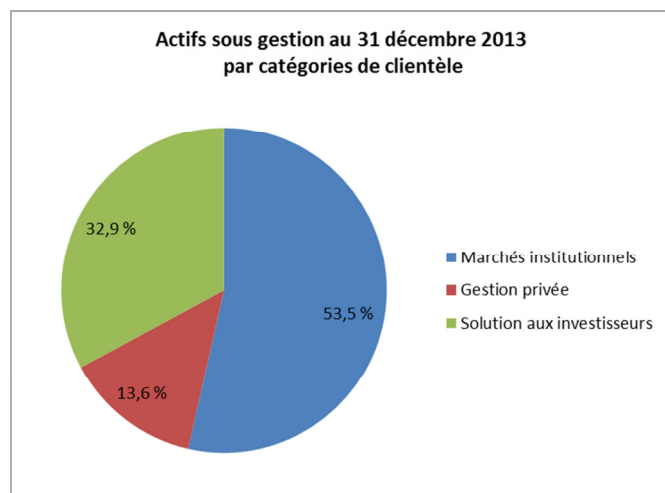
	31 DÉCEMBRE 2013	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS	31 DÉCEMBRE 2014
Marchés institutionnels	41 478	2 729	(1 228)	(974)	4 671	98	-	46 774
Gestion privée	10 534	772	(564)	(74)	558	772	-	11 998
Solutions aux investisseurs	25 473	686	(943)	694	1 705	-	225	27 840
<b>Actifs sous gestion à la clôture de la période</b>	<b>77 485</b>	<b>4 187</b>	<b>(2 735)</b>	<b>(354)</b>	<b>6 934</b>	<b>870</b>	<b>225</b>	<b>86 612</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### *Variations depuis l'ouverture de l'exercice*

Les actifs sous gestion totaux ont augmenté de 9,1 milliards de dollars, ou 12 %, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 pour s'établir à 86,6 milliards de dollars, contre 77,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation tient principalement au raffermissement des marchés de 6,9 milliards de dollars au cours de l'exercice, conjugué à de nouveaux mandats de 4,2 milliards de dollars, facteurs qui ont été atténués par la perte de mandats de 2,7 milliards de dollars. De plus, les variations des taux de change ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 0,9 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours de l'exercice 2014, comme il est illustré dans les tableaux précédents.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014.



### **Produits**

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus sont principalement tirés des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

L'analyse des produits présentée ci-après porte sur les actifs moyens de chaque catégorie de clientèle.



**Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)**

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	20 298	19 603	18 026	695	2 272
Gestion privée	16 662	15 876	10 918	786	5 744
Solutions aux investisseurs	15 542	15 168	13 858	374	1 684
<b>Total des honoraires de gestion*</b>	<b>52 502</b>	<b>50 647</b>	<b>42 802</b>	<b>1 855</b>	<b>9 700</b>
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	5 567	97	6 529	5 470	(962)
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	5 022	180	4 450	4 842	572
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>10 589</b>	<b>277</b>	<b>10 979</b>	<b>10 312</b>	<b>(390)</b>
Autres revenus*	1 213	1 447	1 441	(234)	(228)
<b>Total des produits</b>	<b>64 304</b>	<b>52 371</b>	<b>55 222</b>	<b>11 933</b>	<b>9 082</b>

\* Les autres revenus du trimestre clos le 31 décembre 2013 ont été reclassés pour mieux rendre compte des activités de la Société.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, les produits se sont accrus de 9,1 millions de dollars, ou 16 %, pour se fixer à 64,3 millions de dollars, contre 55,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à la hausse des actifs sous gestion, qui a amélioré de 9,7 millions de dollars les honoraires de gestion, grâce à l'acquisition des actifs de Bel Air, de Wilkinson et plus récemment de Propel, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse de 0,2 million de dollars des autres revenus, tout particulièrement en ce qui a trait aux frais de courtage et aux honoraires de consultation, et par le recul de 0,4 million de dollars des honoraires de performance, surtout tirés des actifs traditionnels.

#### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont monté de 9,7 millions de dollars, ou 23 %, pour atteindre 52,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 42,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des produits et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 ont augmenté de 2,3 millions de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 20,3 millions de dollars, comparativement à 18,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette amélioration tient principalement à la hausse des actifs sous gestion nets, notamment ceux des États-Unis, au cours du quatrième trimestre de 2014 eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 5,7 millions de dollars, ou 53 %, pour s'établir à 16,7 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 10,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'exploitation de Bel Air et de Wilkinson O'Grady pendant tout le quatrième trimestre de 2014, comparativement à seulement deux mois d'exploitation pour la période correspondante de 2013, conjuguée à l'incidence positive des fluctuations du change.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont progressé de 1,6 million de dollars, ou 12 %, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 pour se chiffrer à 15,5 millions de dollars, contre 13,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle surtout de la hausse des actifs sous gestion nets au quatrième trimestre de 2014 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et des produits additionnels générés par l'acquisition de Propel au cours du quatrième trimestre de 2014.

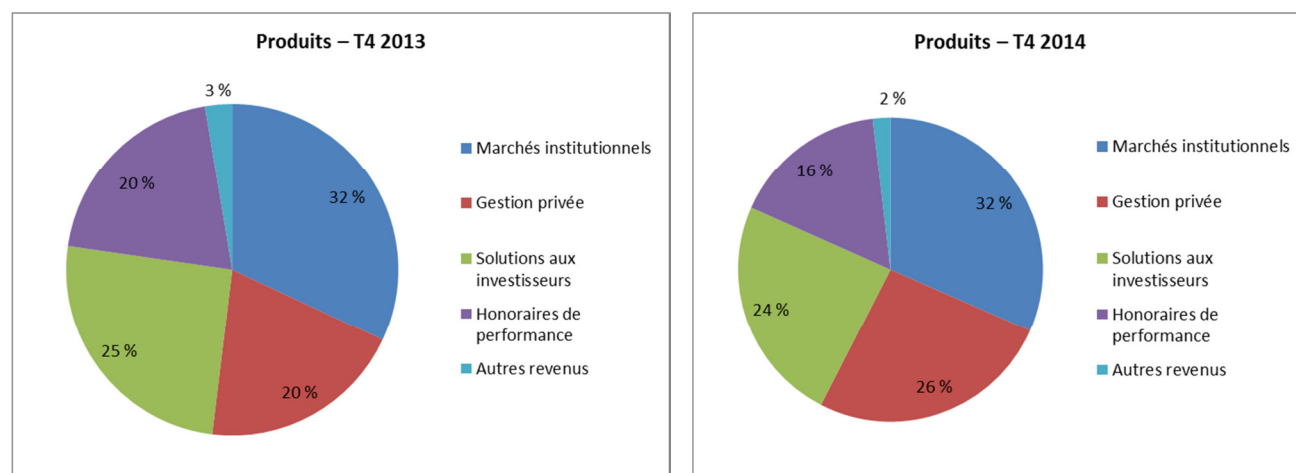
#### *Honoraires de performance*

Les honoraires de performance ont totalisé 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 11,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pris ensemble, les actifs sous gestion assujettis aux honoraires de performance et la performance des fonds ont donné lieu à une légère baisse des produits tirés des honoraires de performance pour le trimestre clos le 31 décembre 2014. La performance des actifs traditionnels a été légèrement inférieure parallèlement à une hausse des actifs sous gestion, conjuguées à la solide performance des actifs non traditionnels, au sein desquels les actifs sous gestion sont demeurés stables.

#### *Autres revenus*

Les autres revenus ont reculé de 0,2 million de dollars, ou 16 %, pour atteindre 1,2 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution des produits d'intérêts et des honoraires de planification fiscale, laquelle a été annulée en partie par la progression des frais de courtage et des honoraires de consultation touchés au quatrième trimestre de 2014 dans la foulée de l'acquisition de Bel Air.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2014.



### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, les produits ont grimpé de 11,9 millions de dollars, ou 23 %, pour se fixer à 64,3 millions de dollars, comparativement à 52,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des honoraires de performance, qui sont d'ordinaire comptabilisés en décembre de chaque année, conjuguée à la hausse des honoraires de gestion qui a résulté de l'augmentation nette des actifs sous gestion au quatrième trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent.

#### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion se sont accrus de 1,9 million de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 52,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 50,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. La hausse tient à l'augmentation des actifs sous gestion moyens pendant le trimestre. Les augmentations par catégories de clientèle se détaillent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 0,7 million de dollars, ou 3,5 %, pour s'établir à 20,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 19,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du trimestre dont les produits générés seront entièrement comptabilisés dans les mois à venir.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 0,8 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 16,7 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, par rapport à 15,9 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette hausse des produits s'explique essentiellement par l'augmentation des actifs sous gestion moyens provenant de Bel Air, conjuguée à l'incidence positive des fluctuations du change.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs ont progressé de 0,3 million de dollars, ou 2,5 %, pour s'élever à 15,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 15,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette progression est surtout attribuable à l'exploitation de Propel pendant tout le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 comparativement à seulement un mois d'exploitation pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

#### *Honoraires de performance*

Le total des honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année, s'est chiffré à 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 0,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

Les produits tirés des honoraires de performance découlent de la solide performance des actifs non traditionnels et de l'augmentation des actifs sous gestion qui sont assujettis aux honoraires de performance dans la catégorie des actifs traditionnels.

### Autres revenus

Les autres revenus se sont repliés de 0,2 million de dollars, ou 16 %, pour se fixer à 1,2 million de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette baisse découle surtout des intérêts et des honoraires de planification fiscale moins élevés.

**Tableau 7 – Produits des exercices (en milliers de dollars)**

	EXERCICE CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	SUR 12 MOIS
Marchés institutionnels	76 921	67 161	9 760
Gestion privée	63 897	20 344	43 553
Solutions aux investisseurs	59 794	51 892	7 902
<b>Total des honoraires de gestion*</b>	<b>200 612</b>	<b>139 397</b>	61 215
Honoraires de performance – actifs traditionnels	6 434	7 181	(747)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 003	4 936	4 067
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>15 437</b>	<b>12 117</b>	3 320
Autres revenus*	6 309	2 213	4 096
<b>Total des produits</b>	<b>222 358</b>	<b>153 727</b>	68 631

\* Les autres revenus ont été reclassés pour mieux rendre compte des activités de la Société.  
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013

Les produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont bondi de 68,6 millions de dollars, ou 45 %, pour atteindre 222,4 millions de dollars, contre 153,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce bond tient surtout à l'augmentation des actifs sous gestion, laquelle a donné lieu à une amélioration de 61,2 millions de dollars des honoraires de gestion, grâce à l'acquisition des actifs d'UBS Global Asset Management (Canada) Inc. (« UBS »), de GMP Capital Inc. (« GMP »), de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel et à la croissance interne de la Société, conjuguées à des hausses de 3,3 millions de dollars des honoraires de performance et de 4,1 millions de dollars des autres revenus, notamment des frais de courtage et honoraires de consultation.

### Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont grimpé de 61,2 millions de dollars, ou 44 %, pour s'établir à 200,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 139,4 millions de dollars pour l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des produits et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- ▶ Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 se sont accrus de 9,7 millions de dollars, ou 15 %, pour se fixer à 76,9 millions de dollars, contre 67,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette amélioration tient principalement à la hausse des actifs sous gestion nets.

- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont augmenté de 43,6 millions de dollars, ou de plus de 100 %, pour être portés à 63,9 millions de dollars, comparativement à 20,3 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation résulte avant tout de l'apport des actifs de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont progressé de 7,9 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 59,8 millions de dollars, contre 51,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par l'augmentation des actifs sous gestion issue des nouveaux mandats, conjuguée à une augmentation des actifs sous gestion découlant du raffermissement des marchés, et par l'inclusion des actifs sous gestion de Propel depuis septembre 2014.

#### *Honoraires de performance*

Le total des honoraires de performance s'est élevé à 15,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 12,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une augmentation de 4,1 millions de dollars des honoraires de performance tirés des actifs non traditionnels par suite des solides rendements dégagés par les fonds et à la stabilité des actifs sous gestion, hausse qui a été atténuée par un recul de 0,7 million de dollars des produits découlant des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels attribuable à une légère baisse de la performance malgré une augmentation des actifs sous gestion.

#### *Autres revenus*

Les autres revenus ont grimpé de 4,1 millions de dollars, ou de plus de 100 %, pour atteindre 6,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 2,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par les frais de courtage et honoraires de consultation touchés au cours d'un exercice complet d'exploitation en 2014, dans la foulée de l'acquisition de Bel Air, comparativement à seulement deux mois d'exploitation en 2013.

### ***Frais de vente et charges générales et administratives***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 7,8 millions de dollars, ou 24 %, à 40,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 32,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à la prise en compte de charges liées aux acquisitions de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel s'élevant à 6,8 millions de dollars, à 1,1 million de dollars, à 0,6 million de dollars et à 0,2 million de dollars au titre des charges de rémunération, des frais d'assurance et commissions de référence, des frais de commercialisation et de service à la clientèle et charges informatiques et des loyers, respectivement. Ces augmentations ont été atténuées par un recul de 0,9 million de dollars en charges liées aux honoraires.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 5,4 millions de dollars, ou 15,5 %, pour s'établir à 40,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 34,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. La hausse s'explique surtout par l'augmentation de 5,1 millions de dollars des charges de rémunération fixes et variables relativement aux honoraires de performance incitatifs et par

l'inclusion des activités de Propel pour un trimestre complet pendant le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à seulement un mois d'exploitation au trimestre précédent.

### ***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Les frais de vente et charges générales et administratives ont grimpé de 51,6 millions de dollars, ou 55 %, pour atteindre 146,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 94,4 millions de dollars pour l'exercice 2013. Cette augmentation s'explique surtout par la prise en compte des charges liées à GMP (une année complète d'activité en 2014 contre huit mois en 2013), à Bel Air et Wilkinson O'Grady (douze mois d'activité en 2014 contre deux mois en 2013) et à Propel (quatre mois d'activité en 2014 contre néant en 2013) de 39,9 millions de dollars, de 5,5 millions de dollars, de 2,5 millions de dollars et de 1,4 million de dollars respectivement au titre des charges de rémunération, des frais de commercialisation et de service à la clientèle et charges informatiques, des frais d'assurance et commissions de référence et des loyers.

### ***Frais des gestionnaires externes***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 22 %, pour atteindre 1,5 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 1,2 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation tient surtout à l'acquisition de Bel Air et de Propel.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,1 million de dollars, ou 5 %, s'établissant à 1,5 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette augmentation tient surtout à l'acquisition de Propel.

### ***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 2,3 millions de dollars, ou 79 %, pour s'établir à 5,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 2,9 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Cette augmentation est imputable principalement aux acquisitions de Bel Air et de Propel.

### ***Dotation aux amortissements***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est accru de 0,2 million de dollars, ou 67 %, et a atteint 0,6 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à 0,4 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 0,5 million de dollars, ou 8 %, pour être porté à 6,7 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 6,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 0,3 million de dollars, ou 78 %, pour se chiffrer à 0,6 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 0,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 0,2 million de dollars, ou 4 %, pour atteindre 6,6 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 6,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 0,4 million de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 1,7 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, comparativement à 1,3 million de dollars pour l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 6,6 millions de dollars, ou 35 %, pour atteindre 25,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 19,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de GMP (douze mois d'activité en 2014 contre huit mois en 2013), de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel.

***Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières***

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 13 %, pour se fixer à 2,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 2,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse de la dette à long terme résultant des acquisitions de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont été relativement stables à 2,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 2,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou 15 %, pour être portés à 8,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 6,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable aux intérêts supplémentaires sur la dette à long terme découlant des emprunts supplémentaires liés aux acquisitions de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

### ***Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur ont représenté une charge de 0,6 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à un profit de 1,3 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'écart s'explique en grande partie par la reprise de 2 millions de dollars sur l'obligation au titre du prix d'achat comptabilisée au quatrième trimestre de 2013 en lien avec l'acquisition des actifs de Canadian Wealth Management Group Inc. (« CWM ») depuis que la Société a passé en revue les actifs sous gestion et a conclu que les conditions exigeant le versement de la contrepartie conditionnelle de 2 millions de dollars n'étaient pas respectées.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur sont restées stables à 0,6 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 0,6 million de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2014.

#### ***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur ont augmenté de 2,0 millions de dollars, ou de plus de 100 %, pour se fixer à 2,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 0,6 million de dollars pour l'exercice 2013. Cette hausse est attribuable principalement à l'annulation de l'obligation au titre du prix d'achat de 2 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2013 en lien avec l'acquisition des actifs de CWM.

### ***Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont diminué de 0,9 million de dollars, ou 32 %, pour s'établir à 2,0 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 2,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable aux acquisitions de Bel Air et de Wilkinson qui ont été comptabilisées au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 0,8 million de dollars, ou 64 %, pour s'établir à 2,0 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, contre 1,2 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette hausse tient principalement aux coûts plus élevés liés aux acquisitions de Propel et de Samson (tel qu'il est indiqué à la rubrique portant sur les événements postérieurs à la date de clôture).



### ***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont reculé de 2,9 millions de dollars, ou 36 %, pour se fixer à 5,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ayant été de 8,1 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par la hausse des frais associés à l'acquisition des actifs d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson en 2013.

### ***Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et dépréciation d'actifs non financiers***

La Société a comptabilisé un profit de 8,3 millions de dollars lié aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 qui englobe un profit de 8,4 millions de dollars tiré de la valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle. Sans ce dernier, le profit lié aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés aurait été une charge de 0,1 million de dollars comptabilisée pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à une charge de 0,1 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014 et à un profit de 0,4 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, un montant de 8,0 millions de dollars au titre de la dépréciation d'actifs non financiers a été comptabilisé.

La valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen d'une formule dont ont convenu toutes les parties au moment de l'acquisition des fonds de gestion alternative auprès de GMP. Cette formule prend en considération la valeur actualisée du total d'un multiple du résultat prévisionnel avant impôt et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des honoraires de performance prévisionnels. La performance réelle de la filiale influera sur la valeur de l'option. Les prévisions font l'objet d'un suivi et d'une révision mensuels, et la valeur de l'option est recalculée à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière. Au cours du quatrième trimestre de 2014, la Société a bouclé le budget annuel pour l'exercice 2015 et a recalculé la valeur de l'option au moyen du dernier BAIIA attribuable à Société en commandite Fiera Quantum. Par conséquent, au 31 décembre 2014, la Société a déterminé que la valeur de l'option était de néant. Se reporter à la note 6, *Instruments financiers*, afférente aux états financiers consolidés audités pour de plus amples renseignements.

### ***BAIIA ajusté\****

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre le total des produits et le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes. La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance d'exploitation sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments hors exploitation.

Tableau 8 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	52 502	50 647	42 802	200 612	139 397
Honoraires de performance	10 589	277	10 979	15 437	12 117
Autres revenus	1 213	1 447	1 441	6 309	2 213
<b>Total des produits</b>	<b>64 304</b>	<b>52 371</b>	<b>55 222</b>	<b>222 358</b>	<b>153 727</b>
<b>Charges</b>					
Frais de vente et charges générales et administratives	40 150	34 775	32 388	145 967	94 357
Frais des gestionnaires externes	1 490	1 420	1 221	5 107	2 858
<b>Total des charges</b>	<b>41 640</b>	<b>36 195</b>	<b>33 609</b>	<b>151 074</b>	<b>97 215</b>
<b>BAIIA</b>	<b>22 664</b>	<b>16 176</b>	<b>21 613</b>	<b>71 284</b>	<b>56 512</b>
Rajouter la charge de rémunération hors trésorerie	2 156	1 909	1 328	6 940	2 716
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>24 820</b>	<b>18 085</b>	<b>22 941</b>	<b>78 224</b>	<b>59 228</b>
<b>Par action (de base)**</b>	<b>0,36</b>	<b>0,26</b>	<b>0,36</b>	<b>1,14</b>	<b>1,01</b>
<b>Par action (dilué)**</b>	<b>0,35</b>	<b>0,26</b>	<b>0,35</b>	<b>1,12</b>	<b>1,00</b>

\* Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.

\*\* Le BAIIA ajusté comprend le BAIIA attribuable aux actionnaires de la Société et à la participation ne donnant pas le contrôle.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent**

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, le BAIIA ajusté a été en hausse de 1,9 million de dollars, ou 8 %, pour atteindre 24,8 millions de dollars, ou 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (dilué), contre 22,9 millions de dollars, ou 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014 a été poussé à la hausse par une augmentation des honoraires de gestion, eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout de l'acquisition des actifs de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel. Ces éléments ont été partiellement neutralisés par une augmentation globale des charges d'exploitation, en l'occurrence les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes, du fait de l'intégration des activités de GMP, de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel.

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent**

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, le BAIIA ajusté a progressé de 6,7 millions de dollars, ou 37 %, pour s'établir à 24,8 millions de dollars, soit 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (dilué), contre 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. La hausse est imputable avant tout à l'augmentation des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels et traditionnels, qui sont généralement comptabilisés en décembre de chaque année, ainsi qu'à la hausse des honoraires de gestion, facteurs qui ont été atténués par une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives décrite à la rubrique du même nom.

*Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013*

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le BAIIA ajusté a monté de 19,0 millions de dollars, ou 32 %, pour atteindre 78,2 millions de dollars, ou 1,14 \$ par action (de base) et 1,12 \$ par action (dilué), contre 59,2 millions de dollars, ou 1,01 \$ par action (de base) et 1,00 \$ (dilué), pour l'exercice précédent.

L'augmentation du BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion résultant de l'acquisition des actifs de GMP, de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel. Ces éléments ont été neutralisés en partie par une augmentation globale des charges d'exploitation, y compris celle des frais de vente et charges générales et administratives et des frais des gestionnaires externes, attribuable à l'intégration des acquisitions de GMP, de Bel Air, de Wilkinson O'Grady et de Propel.

**Résultat net**

**Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté\* (en milliers de dollars, sauf les données par action)**

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	<b>12 090</b>	<b>5 053</b>	<b>8 481</b>	<b>27 492</b>	<b>14 939</b>
Amortissement des immobilisations corporelles	611	343	367	1 733	1 341
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 655	6 411	6 164	25 700	19 083
Éléments de rémunération hors trésorerie	2 156	1 909	1 328	6 940	2 716
Dépréciation d'actifs non financiers <sup>1)</sup>	8 016	-	-	8 016	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés <sup>1)</sup>	(8 284)	50	(390)	(7 419)	(426)
Éléments hors trésorerie	<b>9 154</b>	<b>8 713</b>	<b>7 469</b>	<b>34 970</b>	<b>22 714</b>
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration <sup>1)</sup>	1 174	654	67	3 127	1 509
Frais d'acquisition <sup>1)</sup>	824	561	2 878	2 079	6 572
Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	<b>1 998</b>	<b>1 215</b>	<b>2 945</b>	<b>5 206</b>	<b>8 081</b>
Résultat net ajusté avant l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>1)</sup>	<b>23 242</b>	<b>14 981</b>	<b>18 895</b>	<b>67 668</b>	<b>45 734</b>
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci- dessus <sup>1)</sup>	(269)	380	767	953	2 297
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	<b>23 511</b>	<b>14 601</b>	<b>18 128</b>	<b>66 715</b>	<b>43 437</b>
Par action (de base)					
Résultat net	<b>0,18</b>	<b>0,07</b>	<b>0,13</b>	<b>0,40</b>	<b>0,26</b>
Résultat net ajusté*	<b>0,34</b>	<b>0,21</b>	<b>0,28</b>	<b>0,97</b>	<b>0,74</b>
Par action (dilué)					
Résultat net	<b>0,18</b>	<b>0,07</b>	<b>0,13</b>	<b>0,40</b>	<b>0,25</b>
Résultat net ajusté	<b>0,34</b>	<b>0,21</b>	<b>0,27</b>	<b>0,96</b>	<b>0,73</b>

\* Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.

<sup>1)</sup> L'impôt applicable à la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, aux coûts de restructuration et autres coûts d'intégration et aux frais d'acquisition est estimé selon un taux d'impôt de 30 %.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a progressé de 3,6 millions de dollars, pour se chiffrer à 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), contre 8,5 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par des augmentations de 9,7 millions de dollars des honoraires de gestion, conjuguées à une diminution des coûts d'acquisition de 2,1 millions de dollars. La hausse des produits a été en partie annulée par des augmentations de 8,0 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes, de 1,9 million de dollars de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur et de 1,1 million de dollars des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, comparativement à 5,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014. Cette hausse découle surtout d'une augmentation de 10,3 millions de dollars des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés en décembre de chaque année, ainsi que d'une croissance de 1,9 million de dollars des honoraires de gestion. L'augmentation des produits a été en partie neutralisée par une hausse des charges du siège social, plus précisément les frais de vente et charges générales et administratives et frais de gestionnaire externes, les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration.

***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 27,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 14,9 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base) et 0,25 \$ (dilué), pour l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par des augmentations de 61,2 millions de dollars des honoraires de gestion, de 3,3 millions de dollars des honoraires de performance et de 4,1 millions de dollars des autres revenus, surtout en matière de frais de courtage et honoraires de consultation. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par des hausses de 53,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives et des frais des gestionnaires externes, de 7,0 millions de dollars de la dotation aux amortissements et de 1,6 million de dollars des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, conjuguées à une variation défavorable de 2,0 millions de dollars de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat. De plus, la baisse des frais d'acquisition pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 a aussi contribué à l'augmentation du résultat net par rapport à celui de l'exercice précédent.

***Résultat net ajusté***

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la variation après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 10,0 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la dépréciation d'actifs non financiers (9,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,14 \$ par action (de base et dilué), et de 1,4 million de dollars ou 0,02 \$ par action (de base et dilué) en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt sur le résultat (2,0 millions de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 12,1 millions de dollars, ou 0,18 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 23,5 millions de dollars ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014.

Au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 7,6 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (7,5 millions de dollars avant impôt), ou 0,12 \$ par action (de base) et 0,11 \$ par action (dilué), et de 2,1 millions de dollars, ou 0,03 \$ par action (de base et dilué), en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt (2,9 millions de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 8,5 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 18,1 millions de dollars ou 0,28 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2013.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Au cours du trimestre précédent clos le 30 septembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 8,7 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (8,7 millions de dollars avant impôt), ou 0,13 \$ par action (de base et dilué) et de 0,8 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt (ou 1,2 million de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 5,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 14,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014, comparativement au résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 23,5 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014.

***Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013***

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a été réduit de 35,6 millions de dollars en raison d'éléments hors trésorerie, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la dépréciation d'actifs non financiers (35,0 millions de dollars avant impôt), ou 0,52 \$ par action (de base) et 0,51 \$ par action (dilué), et de 3,6 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), en raison des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, compte tenu de l'impôt (5,2 millions de dollars avant impôt). Une fois ces éléments rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 27,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 66,7 millions de dollars, ou 0,97 \$ par action (de base) et 0,96 \$ par action (dilué) pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 43,4 millions de dollars, ou 0,74 \$ par action (de base) et 0,73 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

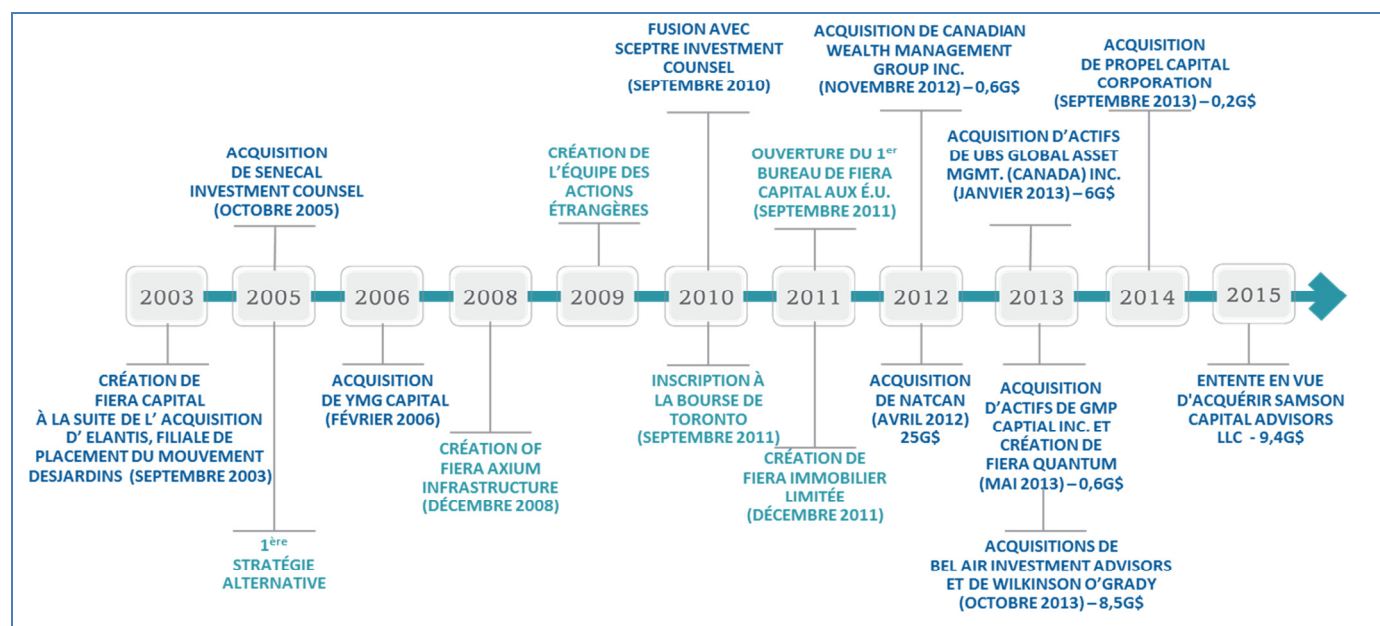
**Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)**

	12 derniers mois <sup>4)</sup>	T4 31 déc. 2014	T3 30 sept. 2014	T2 30 juin 2014	T1 31 mars 2014	T4 31 déc. 2013	T3 30 sept. 2013	T2 30 juin 2013	T1 31 mars 2013
Actifs sous gestion <sup>1)</sup>	83 508	86 612	84 875	82 131	80 412	77 485	67 163	65 092	65 702
Total des produits	222 358	64 304	52 371	55 720	49 963	55 222	35 111	33 178	30 216
BAIIA ajusté <sup>2)</sup>	78 223	24 280	18 085	20 191	15 127	22 941	12 085	12 858	11 344
Marge du BAIIA ajusté	35,2 %	38,6 %	34,5 %	36,2 %	30,3 %	41,5 %	34,4 %	38,8 %	37,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	27 492	12 090	5 053	7 671	2 678	8 481	1 508	3 365	1 586
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>									
BAIIA ajusté <sup>2)</sup>	1,14	0,36	0,26	0,30	0,22	0,36	0,22	0,23	0,20
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,40	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13	0,03	0,06	0,03
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>2)</sup>	0,97	0,34	0,21	0,23	0,18	0,28	0,16	0,16	0,13
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>									
BAIIA ajusté <sup>2)</sup>	1,12	0,35	0,26	0,29	0,22	0,35	0,22	0,23	0,20
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,40	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13	0,03	0,06	0,03
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>2)</sup>	0,96	0,34	0,21	0,23	0,18	0,27	0,16	0,16	0,13
<b>PAR ACTION (DILUÉ) (compte tenu de la rémunération hors trésorerie et des options attribuées)<sup>3)</sup></b>									
BAIIA ajusté <sup>2)</sup>	1,05	0,33	0,24	0,28	0,20	0,33	0,20	0,22	0,19
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,37	0,16	0,07	0,10	0,04	0,12	0,03	0,06	0,03
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>2)</sup>	0,90	0,31	0,20	0,22	0,17	0,26	0,15	0,15	0,13

- 1) Les actifs sous gestion au 31 mars 2013 et avant cette date ont été retraités pour inclure ceux de Fiera Axiom et de Fiera Immobilier.
- 2) Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.
- 3) Cette analyse présume que les droits au titre de toutes les attributions fondées sur des actions en circulation seront acquis et réglés en actions de la Société (dont 3 346 037 options sur actions, 1 699 508 UALR et 540 508 UAR au 31 décembre 2014). Les données par action au 30 septembre 2013 et avant cette date ont été retraitées pour assurer la cohérence dans les calculs.
- 4) Les 12 derniers mois représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres, à l'exclusion des actifs sous gestion, lesquels représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

## Analyse des résultats et des tendances

Le schéma présente l'évolution de la Société depuis sa création grâce à une croissance interne réussie et à diverses acquisitions d'entreprises.



## Actifs sous gestion

Les actifs sous gestion ont continué de progresser au cours du trimestre considéré en regard du trimestre précédent surtout en raison des mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, notamment aux États-Unis, conjugués au raffermissement des marchés et à l'incidence favorable des taux de change. Le trimestre précédent clos le 30 septembre 2014 a enregistré une forte augmentation des actifs sous gestion par rapport au trimestre clos le 30 juin 2014 par suite surtout d'importants mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, principalement aux États-Unis, du raffermissement des marchés et de l'ajout d'actifs suivant l'acquisition de Propel. Quant à la hausse des actifs sous gestion au deuxième trimestre de 2014 en regard du premier trimestre de 2014, elle reflète avant tout le raffermissement des marchés et les nouveaux mandats obtenus, contrebalancés partiellement par la perte de mandats et la contribution nette négative. La hausse des actifs sous gestion au premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013 est surtout attribuable aux nouveaux mandats et au raffermissement des marchés d'un trimestre à l'autre. La hausse des actifs sous gestion du quatrième trimestre de 2013 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2013 s'explique surtout par l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à l'apport des actifs sous gestion issus de nouveaux mandats. Les actifs sous gestion ont augmenté au troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre clos le 30 juin 2013 du fait surtout de l'apport des nouveaux actifs sous gestion issus des nouveaux mandats auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, en plus du raffermissement des marchés pendant la période. Les actifs sous gestion ont augmenté durant le deuxième trimestre clos le 30 juin 2013 par rapport aux trimestres précédents non seulement en raison de l'acquisition des actifs de GMP, mais aussi grâce au raffermissement des marchés et au montant supplémentaire net des nouveaux actifs sous gestion. L'acquisition des actifs d'UBS en janvier 2013 a contribué à l'augmentation des actifs sous gestion du trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre précédent clos le 31 décembre 2012.

### ***Produits***

Depuis l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson à la fin de 2013, les produits que génère la Société sont répartis de façon équilibrée entre les secteurs Marchés institutionnels, Solutions aux investisseurs et Gestion privée et, depuis, ils ne cessent de croître.

Les produits du trimestre considéré ont connu une hausse importante en raison surtout de l'inclusion des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés tous les mois de décembre. Par ailleurs, les produits tirés des honoraires de gestion au quatrième trimestre de 2014 ont été supérieurs à ceux du troisième trimestre de 2014. Les produits n'ont cessé de croître depuis le trimestre clos le 31 décembre 2012, soit depuis les neuf derniers trimestres.

Les honoraires de gestion ont progressé au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 eu égard au trimestre précédent clos le 30 juin 2014. La baisse des honoraires de performance survenue au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014 est imputable au fait qu'ils sont généralement comptabilisés en juin de chaque année. La hausse des produits du deuxième trimestre de 2014 par rapport à ceux du premier trimestre de 2014 tient essentiellement à la montée des honoraires de gestion et des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. Le trimestre précédent clos le 31 mars 2014 a été caractérisé par une augmentation des honoraires de gestion et des autres revenus par suite de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, du montant net des nouveaux actifs sous gestion et du raffermissement des marchés. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les produits ont progressé par suite de la prise en compte des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, ainsi que de la hausse des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels, qui sont généralement perçus au quatrième trimestre. Les produits du trimestre clos le 30 septembre 2013 ont augmenté sous l'effet des contributions nettes positives et des nouveaux mandats. Les produits du trimestre clos le 30 juin 2013 ont aussi progressé par rapport à ceux du trimestre précédent du fait de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP. Les produits du trimestre clos le 31 mars 2013 ont légèrement diminué par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2012, en raison surtout du calendrier des honoraires de performance, qui sont généralement perçus dans le trimestre clos en décembre de l'année.

### ***BAIIA ajusté***

Le BAIIA ajusté a affiché une tendance haussière au cours des huit derniers trimestres. Il a augmenté au quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre du même exercice, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion. Il a reculé au troisième trimestre de 2014 par rapport à celui du deuxième trimestre de 2014, du fait surtout du fléchissement des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés tous les mois de juin.

Le BAIIA ajusté a augmenté au deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de gestion et des honoraires de performance, conjuguée à la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable. Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2014, le BAIIA ajusté s'est replié par rapport au trimestre précédent, avant tout par suite du recul des honoraires de performance et de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives a découlé pour l'essentiel de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à la hausse de la charge de rémunération liée au rendement obtenu par les gestionnaires de placements. Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 a tiré profit de l'augmentation des produits tirés des actifs sous gestion suivant



l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady et de la hausse des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés au trimestre clos en décembre. Le trimestre clos le 30 septembre 2013 a bénéficié de contributions nettes positives, du raffermissement des marchés et des nouveaux mandats. Le trimestre clos le 30 juin 2013 a aussi enregistré une hausse par rapport au trimestre précédent clos le 31 mars 2013 dans la foulée de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP.

### ***Marge du BAIIA ajusté***

La marge du BAIIA ajusté met en rapport le BAIIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

La marge du BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 30,3 % à 41,5 % au cours des huit derniers trimestres. Les trimestres qui ont suivi l'acquisition de Natcan Investment Management Inc. (« Natcan ») en 2012 ont vu leurs marges du BAIIA ajusté varier de 36,8 % à 41,1 % par suite de la hausse des produits ainsi que des économies de coûts issues des synergies suivant l'acquisition. La marge du BAIIA ajusté pour les trimestres clos les 31 décembre 2012 et 2013 a été forte, soit de l'ordre d'environ 41 %, en raison des honoraires de performance élevés qui sont habituellement perçus au quatrième trimestre de l'exercice. Le trimestre clos le 30 septembre 2013 a pour sa part dégagé une marge du BAIIA ajusté de 34,4 % attribuable à l'augmentation globale des frais de vente et charges générales et administratives découlant surtout de la hausse de la rémunération basée sur la performance des équipes de placement. Le trimestre clos le 30 juin 2014 a dégagé une marge du BAIIA ajusté de 36,2 % par suite surtout de la hausse des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, conjuguées à une baisse des frais de vente et charges générales et administratives, notamment ceux liés à la rémunération variable. La marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 a été de 34,5 %. Il s'agit d'une baisse par rapport à celle du trimestre précédent, qui s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés tous les mois de juin. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude clos le 31 décembre 2014 a été de 38,6 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des honoraires de performance qui sont généralement comptabilisés tous les mois de décembre ainsi qu'à l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion.

La marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'est établie à 35,2 %, ce qui est comparable à celles de 35,8 % et de 35,9 % présentées au 30 septembre 2014 et au 30 juin 2014, respectivement. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence du calendrier des honoraires de performance qui, en général, sont comptabilisés au quatrième trimestre, ainsi que l'incidence de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

### ***Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société***

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, qui a fluctué dans une fourchette de 1,5 million de dollars à 12,1 millions de dollars, a subi les effets de diverses mesures qui ont entraîné une hausse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés au quatrième trimestre, ont aussi joué dans la fluctuation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été supérieur à celui du trimestre précédent clos le 30 septembre 2014, par suite surtout de la croissance des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés au mois de décembre de même que de l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion.

#### ***Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société***

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de celle-ci à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une fourchette allant de 0,13 \$ par action (de base et dilué) à 0,34 \$ par action (de base et dilué).

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2012, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a été de 0,16 \$ par action (de base et dilué), ce qui s'explique surtout par les honoraires de performance accrus perçus au cours de cette période. Le trimestre clos le 31 mars 2013 a pour sa part affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,13 \$ par action (de base et dilué), en raison notamment de la baisse des honoraires de performance comptabilisés pour cette période. Pour le trimestre à l'étude et le trimestre clos le 30 septembre 2013, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à respectivement 0,16 \$ et 0,15 \$ par action (de base et dilué). Le trimestre clos le 31 décembre 2013 a affiché un solide résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,29 \$ par action (de base) et 0,28 \$ par action (dilué), du fait surtout de l'augmentation des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels qui ont été inscrits au quatrième trimestre de cet exercice. Le premier trimestre de 2014 et le deuxième trimestre clos le 30 juin 2014 ont affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,18 \$ par action et de 0,23 \$ par action (de base et dilué), respectivement.

Au cours du trimestre considéré clos le 31 décembre 2014, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,34 \$ par action (de base et dilué), en progression par rapport à celui du trimestre précédent du fait surtout de l'augmentation des honoraires de performance et de gestion.

### **SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

#### ***Flux de trésorerie***

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

**Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)**

	EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	63 735	35 002
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(20 712)	(201 368)
(Sorties) entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(48 987)	181 918
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(5 964)	15 552
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	1 070	206
Trésorerie à l'ouverture de la période	21 774	6 016
Trésorerie à la clôture de la période	16 880	21 774

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 63,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 35,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette variation de 28,7 millions de dollars s'explique surtout par une augmentation de 19,0 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique « BAIIA ajusté », conjuguée à des entrées de trésorerie nettes de 13,1 millions de dollars liées à la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation, contrebalancées en partie par une hausse de 8,4 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 par rapport à l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 20,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre des sorties de trésorerie de 201,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Cette variation sur 12 mois est principalement imputable à l'acquisition des actifs d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson au cours l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement ont totalisé 49 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre des entrées de trésorerie de 181,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette variation sur 12 mois est principalement attribuable aux emprunts supplémentaires contractés dans le cadre de l'acquisition des actifs d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères s'est chiffrée à 1,1 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, comparativement à une incidence positive de 0,2 million de dollars pour l'exercice précédent. La variation sur 12 mois s'explique en grande partie par l'exploitation sur une année entière de Bel Air et de Wilkinson en 2014, au lieu de seulement deux mois en 2013.

### **Résultat en trésorerie (\*)**

La Société définit le résultat en trésorerie comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération hors trésorerie. Le résultat en trésorerie est un indicateur de notre capacité de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

**Tableau 12 – Résultat en trésorerie et résultat en trésorerie par action (en milliers de dollars, sauf les données par action)**

	EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	27 492	14 939
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 733	1 341
Amortissement des immobilisations incorporelles	25 700	19 083
Rémunération hors trésorerie	6 940	2 716
Dépréciation d'actifs non financiers	8 016	-
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(7 419)	(426)
<b>Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société</b>	<b>62 462</b>	<b>37 653</b>
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,91	0,64
Résultat en trésorerie par action (dilué)	0,90	0,63

\* Le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 57.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, le résultat attribuable aux actionnaires de la Société a subi l'incidence négative de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour un montant de 27,4 millions de dollars, ainsi que de la rémunération hors trésorerie, de la dépréciation d'actifs non financiers et des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour un montant de 7,5 millions de dollars, comparativement à des montants de 20,4 millions de dollars et de 2,3 millions de dollars, respectivement, pour l'exercice précédent. Lorsque ces montants sont rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société se chiffrant à 27,5 millions de dollars, ou 0,40 \$ par action (de base et dilué), le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société a atteint 62,5 millions de dollars, ou 0,91 \$ par action (de base) et 0,90 \$ par action (dilué) pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, comparativement à 37,7 millions de dollars, ou 0,64 \$ par action (de base) et 0,63 \$ par action (dilué) pour l'exercice précédent.

### ***Dettes à long terme***

Corporation Fiera Capital a accès à une facilité de crédit non garantie de 250,0 millions de dollars (la « facilité de crédit ») qui est constituée comme suit :

- a) une facilité renouvelable de 75,0 millions de dollars échéant en avril 2017;
- b) une facilité à terme de 175,0 millions de dollars échéant en avril 2017.

Le 31 octobre 2013, la Société a converti sa facilité de crédit de 118,0 millions de dollars, formée d'une facilité renouvelable de 10,0 millions de dollars et d'une facilité à terme de 108,0 millions de dollars, en une facilité de crédit de 250,0 millions de dollars. La facilité de crédit modifiée porte intérêt au taux préférentiel majoré d'une prime allant de 0 % à 2,25 %, ou au taux des acceptations bancaires majoré d'une prime allant de 1,00 % à 2,25 % (2,25 % au 31 décembre 2014), vient à échéance le 3 avril 2017 et est remboursable par versements trimestriels de 3,375 millions de dollars de juin 2015 à avril 2017. Les versements exigibles en juin 2015 ont été classés en tant qu'éléments non courants étant donné que la Société est en mesure de refinancer la facilité à terme au moyen de la tranche non prélevée de la facilité renouvelable. La facilité renouvelable peut également être utilisée à des fins générales ou pour financer les acquisitions autorisées et elle a servi à financer une partie des acquisitions de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

Au cours de l'exercice clos 31 décembre 2014, la Société a converti une tranche de 45,5 millions de dollars canadiens de sa facilité à terme, obtenant ainsi 41,597 millions de dollars américains. De plus, la Société a réduit de 12,3 million de dollars américains sur le montant prélevé sur sa facilité renouvelable. Au 31 décembre 2014, le montant total de la dette à long terme comprenait une tranche impayée de 41,597 millions de dollars américains sur la facilité à terme et une tranche impayée de 39,0 millions de dollars américains sur la facilité renouvelable (une tranche de 51,3 millions de dollars américains de la facilité renouvelable demeurait impayée au 31 décembre 2013).

Selon les conditions de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent un ratio de la dette à long terme sur le BAIIA et un ratio de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la facilité de crédit comme étant, sur une base consolidée, le bénéfice avant les intérêts, l'impôt, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie de l'emprunteur, et il doit comprendre divers éléments. Au 31 décembre 2014, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives liées à cette convention.

Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 108,0 millions de dollars, aux termes duquel, jusqu'en mars 2017, ses paiements mensuels d'intérêts à taux variable sont échangés contre des paiements d'intérêts au taux fixe de 1,835 %. Il y a lieu de se reporter à la note 6, *Instruments financiers*, afférente aux états financiers consolidés annuels pour de plus amples renseignements.

### ***Obligations contractuelles et passifs éventuels***

#### ***Obligations contractuelles***

Au 31 décembre 2014, la Société avait les obligations contractuelles suivantes :

**Tableau 13 – Obligations contractuelles (en milliers de dollars)**

	Valeur comptable	Total	2015	2016	2017	Par la suite
Dette à long terme	223 000	223 000	10 125	13 500	199 375	-
Obligations au titre du prix d'achat	44 668	52 000	8 500	10 500	8 500	24 500
Contrats de location simple	s. o.	21 422	8 231	4 505	4 281	4 405
Total des obligations	s. o.	296 422	26 856	28 505	212 156	28 905

### ***Passifs éventuels***

Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

### ***Arrangements hors bilan***

Au 31 décembre 2014, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (hormis le swap de taux d'intérêt variable-fixe mentionné plus haut) ou des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

### ***Capital social***

Au 31 décembre 2014, la Société détenait 48 715 873 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 20 039 750 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 68 755 623 actions en circulation, contre 46 639 057 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 20 798 008 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 67 437 065 actions en circulation au 31 décembre 2013.

### ***Actions privilégiées***

Le 17 avril 2014, les administrateurs de la Société ont approuvé le dépôt de statuts de modification visant la création d'une nouvelle catégorie d'actions, devant être désignées comme les actions privilégiées (les « actions privilégiées »). Cette modification a été approuvée par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Les actions privilégiées seraient émises en séries et conférerait à leurs porteurs priorité de rang, tant sur le plan des dividendes que du rendement du capital investi, sur les porteurs d'actions de catégorie A, les porteurs d'actions de catégorie B ainsi que les porteurs de toute autre action ayant un rang inférieur aux actions privilégiées. D'autres conditions pourraient aussi s'appliquer aux porteurs d'actions privilégiées.

### ***Actions émises***

Dans le cadre de l'acquisition de Bel Air, la Société s'est engagée à émettre en trois tranches, sur une période de 32 mois à partir de sa clôture, 832 755 actions de catégorie A d'une valeur de 9,8 millions de dollars américains. Cet engagement est considéré comme une composante des capitaux propres et a été inscrit au poste « Actions devant être émises progressivement » à une valeur actualisée de 8,4 millions de dollars américains (8,8 millions de dollars). Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2014, 277 578 actions devant être émises progressivement constituant la première tranche ont été émises et converties dans les faits en actions de catégorie A et un montant de 3,1 millions de dollars inscrit au poste « Actions devant être émises progressivement » a été transféré au poste « Capital social ».

La journée même de la conversion de la première tranche des actions devant être émises progressivement en capital social, la Société a émis 149 469 actions de catégorie A pour une somme de 1,8 million de dollars à la Banque Nationale du Canada (la « Banque Nationale ») dans le cadre d'une convention connexe. Cette somme a été reçue le 2 juillet 2014. Ces actions ont été émises à l'exercice des droits antidilution de la Banque Nationale, aux termes de la convention relative aux droits de l'investisseur. Les droits antidilution de la Banque Nationale lui permettent de prendre part à des émissions futures d'actions, dans le cas où certains événements à effet dilutif se produiraient, afin qu'elle puisse conserver sa quote-part.

La Société a émis également deux reçus de souscription à la Banque Nationale, chacun visant l'émission de 149 469 actions de catégorie A au prix prédéterminé de 12,24 \$ l'action, dans le cadre de la convention dont il est question plus haut. Les reçus de souscription seront échangés contre des actions en même temps que les deuxième et troisième conversions d'actions devant être émises progressivement en capital social. Le produit tiré de ces reçus a été versé dans un compte en mains tierces, mais la libération est conditionnelle à l'émission des actions devant être émises progressivement. Par conséquent, les montants ont été comptabilisés à titre d'actif et de passif d'un montant de 3,4 millions de dollars, dont une tranche de 1,7 million de dollars a été enregistrée à titre d'actif ou passif non courant.

#### *Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat*

Le 3 novembre 2014, dans le cadre de la convention d'achat des actifs de Natcan Investment Management Inc., la Société a émis 642 275 actions de catégorie A pour un montant de 8,5 millions de dollars à titre de règlement des obligations au titre du prix d'achat.

#### *Paielements fondés sur des actions*

##### *Régime d'options sur actions*

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

**Tableau 14 – Transactions sur options**

	31 DÉCEMBRE 2014		31 DÉCEMBRE 2013	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de l'exercice	2 942 522	8,12	2 290 393	6,92
Attributions	692 427	13,43	823 000	10,77
Exercices	(249 236)	6,77	(170 871)	4,84
Renonciations	(32 176)	8,10	-	-
Expirations	(7 500)	5,59	-	-
En circulation à la clôture de l'exercice	3 346 037	9,32	2 942 522	8,12
Options exerçables à la clôture de l'exercice	1 230 298	6,55	999 690	6,48

##### *Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)*

En 2007, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») en vue de mieux harmoniser les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires en reliant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu d'une rémunération en trésorerie. En vertu du régime d'UAD, chaque administrateur recevait, à la date qui, dans chaque trimestre, correspondait au troisième jour ouvrable suivant la publication par la Société de ses résultats pour le trimestre précédent, un nombre d'UAD dont la valeur équivalait à un maximum de 100 % de sa rémunération de base pour le trimestre en cours, sous réserve qu'au moins 50 % de cette rémunération soit sous forme d'UAD. Le nombre d'UAD attribuées à un administrateur était calculé en divisant la valeur en dollars de la tranche de ses jetons de présence à verser sous forme d'UAD par le cours de clôture des actions de catégorie A à la TSX le jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'attribution. Si

un administrateur quittait ses fonctions, la Société lui versait un montant en trésorerie égal au cours de clôture des actions de catégorie A le jour de son départ multiplié par le nombre d'UAD qu'il détenait à cette date. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, le conseil d'administration a annulé ce régime. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés en vigueur. Tous les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Au 31 décembre 2014, la direction avait inscrit un passif d'environ 0,174 millions de dollars pour les 13 681 unités (0,186 millions de dollars pour les 13 214 unités au 31 décembre 2013) en circulation en vertu du régime d'UAD.

#### *Régime d'achat d'actions d'employés*

Le 6 octobre 2011, le conseil d'administration de la Société a adopté un régime d'achat d'actions à l'intention des employés (« RAAE ») afin de recruter et de fidéliser des employés admissibles, leur permettant ainsi de participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu de ce régime est de 1,5 million d'actions de catégorie A. Le conseil d'administration peut déterminer la date de souscription et le nombre d'actions que chaque employé admissible peut souscrire. Le prix de souscription est établi selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant la date de souscription.

#### *Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)*

Le 11 décembre 2012, le conseil d'administration a mis sur pied le régime d'UAR afin de donner à certains employés la possibilité d'acquérir des actions de catégorie A de la Société de sorte à inciter les intéressés à devenir des employés de la Société ou de ses sociétés affiliées et à leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximal d'actions de catégorie A pouvant être émises aux termes de tous les régimes représente 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée. La date de souscription est le troisième anniversaire de la date d'attribution. Le conseil d'administration peut déterminer le nombre d'actions que chaque employé admissible peut recevoir. La charge relative aux UAR est inscrite à la juste valeur et est amortie sur la période d'acquisition des droits selon le mode linéaire.

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein des régimes d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

**Tableau 15 – Transactions sur les UAR**

	Nombre d'UAR en circulation	
	2014	2013
En circulation à l'ouverture de l'exercice	367 548	125 646
Attributions	166 559	237 071
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	15 573	4 831
Renonciations	(9 172)	-
En circulation à la clôture de l'exercice	540 508	367 548

Au 31 décembre 2014, la direction avait inscrit un passif de 2,2 millions de dollars pour les 540 508 unités (0,6 million de dollars pour les 367 548 unités au 31 décembre 2013) en circulation aux termes du régime d'UAR. Une charge de 1,640 million de dollars et de 0,567 million de dollars a été inscrite respectivement à l'égard de ces attributions au cours des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.



**Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)**

Le 30 octobre 2013, le conseil d'administration a adopté un régime d'UALR afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de prendre part à la croissance et au développement de la Société. Celle-ci peut régler les UALR aux termes de ce régime en trésorerie ou en actions de catégorie A, à l'exception du régime du 2 septembre 2014, pour lequel le choix appartient au participant. Le nombre maximal d'actions de catégorie A pouvant être émises aux termes de tous les régimes correspond à 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée.

Le tableau suivant dresse un sommaire des UALR en circulation au 31 décembre 2014.

**Tableau 16 – Attributions d'UALR**

Date d'attribution	Calendrier d'acquisition des droits	Date d'acquisition des droits	Principales conditions de rendement liées à l'acquisition des droits	Formule de calcul du paiement
<b>30 octobre 2013</b>	20 % par an, sur 5 ans	31 décembre de chaque exercice	Cible de croissance des produits annualisés relative aux produits des clients en gestion privée	Coefficient des produits des clients en gestion privée
<b>1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	6,5 % pour les 1 <sup>re</sup> et 7 <sup>e</sup> années, 13,5 % pour les 2 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> années et 20 % pour les 3 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> années	31 décembre de chaque exercice	Cible de croissance des produits annualisés relative aux produits des clients utilisant des solutions de placement non traditionnelles	Coefficient des produits tirés des solutions de placement non traditionnelles
<b>2 septembre 2014</b>	100 % en 2017	31 décembre 2017	Produits annualisés du dernier trimestre de 2017 découlant des fonds d'investissement à capital fixe	Pourcentage variable des produits annualisés découlant des fonds d'investissement à capital fixe

Les UALR ci-dessus sont conditionnelles au maintien de l'emploi du participant au sein de la Société.

Le tableau ci-dessous présente les transactions survenues au sein des régimes d'UALR de la Société au cours des exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013.

**Tableau 17 – Transactions sur les UALR**

Date d'attribution	30 octobre 2013 Wilkinson	30 octobre 2013 Bel Air	1 <sup>er</sup> janvier 2014	2 septembre 2014
En circulation au 31 décembre 2012		-	-	-
Attributions	147 404	1 241 667	-	-
Renoncations	-	(43 750)	-	-
En circulation au 31 décembre 2013	147 404	1 197 917	-	-
Attributions	-	-	307 692	107 692
Renoncations	-	(25 000)	-	-
En circulation au 31 décembre 2014	147 404	1 172 917	307 692	107 692

### 30 octobre 2013

Au cours du quatrième trimestre de 2013, la Société a émis des UALR à l'intention d'employés de Bel Air et de Wilkinson O'Grady qui étaient devenus des employés de la Société au 31 octobre 2013. Les droits aux UALR deviennent acquis en tranches correspondant à 20 % de l'attribution totale au cours des cinq prochains exercices. L'acquisition annuelle des droits aux UALR est soumise à différentes conditions, dont l'atteinte d'une cible de croissance des produits annualisés convenue et le maintien de l'emploi du participant.

Au cours du quatrième trimestre de 2014, l'attribution du 30 octobre 2013 a été modifiée pour inclure des conditions liées au rendement révisées pour tous les anciens employés de Bel Air qui participaient à cette attribution. Ces conditions visent à mieux harmoniser les conditions liées au rendement applicables à ces employés avec la capacité de chaque participant d'influer sur les résultats de la Société. Compte tenu de cette modification, les UALR attribuées aux anciens employés de Bel Air sont maintenant soumises à l'atteinte d'une cible de croissance des produits annualisés convenue uniquement pour l'unité d'exploitation Bel Air, et non pas pour l'unité d'exploitation Gestion Privée Amérique du Nord de Fiera Capital.

La valeur de chaque UALR attribuée aux anciens employés de Wilkinson est déterminée au moyen de la valeur de l'unité d'exploitation Gestion Privée Amérique du Nord de Fiera Capital, tandis que la valeur de chaque UALR attribuée aux anciens employés de Bel Air est tirée de la valeur de l'unité d'exploitation Bel Air. La valeur des UALR attribuées au 30 octobre 2014 était évaluée à 13,7 millions de dollars américains.

L'atteinte des conditions liées au rendement pour ces deux attributions et l'estimation à l'égard de l'acquisition des droits des UALR sont réévaluées chaque date de clôture. Le tableau ci-dessous présente un sommaire des estimations à l'égard de l'acquisition des droits aux UALR pour l'exercice clos les 31 décembre.

Calendrier d'acquisition des droits	Exercice	30 octobre 2013 Wilkinson	30 octobre 2013 Bel Air
Exercice 1	2014	0 %	100 %
Exercice 2	2015	0 %	100 % (note 1)
Exercice 3	2016	0 %	100 %
Exercice 4	2017	0 %	0 %
Exercice 5	2018	0 %	0 %

*Note 1 : D'après les estimations, les droits de l'exercice 2 devraient être acquis au cours de l'exercice 3, tout comme les droits de l'exercice 3.*

Des charges de 3,96 millions de dollars et de 0,76 million de dollars ont respectivement été comptabilisées au cours des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 pour ces attributions.

### **1<sup>er</sup> janvier 2014**

Au cours du premier trimestre de 2014, la Société a émis des UALR au responsable de l'unité d'exploitation des produits non traditionnels. Les droits aux UALR seront acquis selon les tranches suivantes : 6,5 % aux exercices 1 et 7; 13,5 % aux exercices 2 et 6; et 20 % aux exercices 3, 4 et 5. L'acquisition annuelle des droits aux UALR est soumise à différentes conditions, dont l'atteinte d'une cible de croissance des produits annualisés convenue et le maintien de l'emploi du participant.

La valeur des UALR attribuées est déterminée à l'attribution en fonction des produits prévus des différentes cibles de paiement. La valeur des UALR attribuées le 1<sup>er</sup> janvier 2014 se chiffrait à 2,8 millions de dollars. La charge de rémunération est fondée sur le nombre d'UALR dont les droits devraient être acquis lorsque les conditions liées au rendement seront remplies et est constatée sur la période d'acquisition des droits.

L'atteinte des conditions liées au rendement et l'acquisition prévue des droits aux UALR sont analysés à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 décembre 2014, la Société était d'avis que les droits aux UALR ne seraient pas acquis. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de charge pour ce régime d'UALR.

### **2 septembre 2014**

Au cours du troisième trimestre de 2014, la Société a émis des UARL aux employés de Propel qui sont devenus des employés de la Société le 2 septembre 2014. Les droits aux UARL seront acquis le 31 décembre 2017. L'acquisition des droits aux UARL est soumise à différentes conditions, dont l'atteinte, au cours du dernier trimestre de 2017, d'une cible de produits convenue pour les fonds d'investissement à capital fixe et le maintien de l'emploi du participant.

La valeur des UALR attribuées est déterminée à l'attribution en fonction des produits prévus des différentes cibles de paiement. La valeur des UALR attribuées le 2 septembre 2014 se chiffrait à 0,435 million de dollars.

La Société prévoit régler cette attribution en trésorerie. Par conséquent, les UALR sont comptabilisées à la juste valeur chaque date de clôture. L'obligation liée à cette attribution s'élevait à 0,043 million de dollars au 31 décembre 2014.

L'atteinte des conditions liées au rendement et le nombre estimé d'UALR dont les droits devraient être acquis sont analysés à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière. Au 31 décembre 2014, la Société était d'avis que les droits aux UALR seraient acquis le 31 décembre 2017.

### ***Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi***

La Société cotise aux régimes à cotisations définies destinés à ses employés. Les cotisations pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 se sont élevées à 2,26 millions de dollars (1,56 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013).

Postérieurement au regroupement d'entreprises effectué en septembre 2010, la Société a assumé le rôle de promoteur des régimes de retraite individuels (les « RRI ») qui ont été établis par la Société pour certains anciens employés. En vertu des lois sur les régimes de retraite, tant que les RRI sont en vigueur, la Société n'est légalement pas tenue de verser des cotisations destinées à couvrir tout déficit de solvabilité. Ces RRI ont un cycle d'évaluation triennal. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et la prochaine sera faite en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Transactions avec des parties liées**

La Société a effectué les transactions importantes suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

**Tableau 18 – Transactions avec parties liées (en milliers de dollars)**

	EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2014	LE 31 DÉCEMBRE 2013
Honoraires de gestion	45 057	39 132
Honoraires de performance	4 233	6 114
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	1 583	1 503
Autres	1 775	1 638
Intérêts sur la dette à long terme	7 864	6 934
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	301	(847)
Coût d'intégration	-	183
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	8 500	8 500

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. Les sommes à payer aux termes de la facilité de crédit de la Société présentées sous la rubrique « Dette à long terme » sont des montants dus à un consortium de prêteurs qui comprennent deux parties liées à la Société. Le passif au titre des instruments financiers dérivés doit être payé à une société liée.

La Société a effectué les transactions suivantes avec les coentreprises : autres revenus de 1,2 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (0,9 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013).

### **CONTRÔLES ET PROCÉDURES**

Le président du conseil et chef de la direction ainsi que le vice-président directeur et chef des finances, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital repose sur les critères publiés dans le rapport *Control-Integrated Framework* (cadre COSO de 2013) publié par le *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, appuyés par la direction, ont évalué la conception et l'efficacité du fonctionnement des CPCI et du CIIF au 31 décembre 2014 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos 31 décembre 2014.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée au 31 décembre 2014.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements de la Société et à la capacité de celle-ci de conserver et d'accroître les actifs, constitue le principal inducteur de performance des résultats de la Société.

Les états consolidés audités de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque. Même si certains de ces facteurs peuvent se répercuter sur la valeur des actifs sous gestion des clients, l'analyse qui suit porte essentiellement sur le propre portefeuille de placements de la Société.

Le risque de perte auquel s'expose la Société à l'égard de ses placements en instruments financiers découle principalement du risque de marché, des risques liés aux fluctuations des cours boursiers, du risque de crédit, du risque de taux d'intérêt, du risque de change et du risque de liquidité.

### *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient. L'analyse qui suit présente les principaux éléments du risque de marché auxquels s'expose la Société et la façon dont ils sont actuellement gérés.

### *Risque lié aux fluctuations des cours boursiers*

Les fluctuations de la valeur des titres de capitaux propres ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux titres de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés boursiers et obligataires et, en conséquence, sur la valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus, soit les titres de capitaux propres, les titres de fonds communs de placement et les titres à revenu fixe.

La Société gère son portefeuille de placements selon un mandat visant à maintenir un niveau de risque moyen. Son expertise particulière est la gestion de placements et, dans le cadre de ses activités quotidiennes, elle possède des ressources pour évaluer et gérer les risques liés à un portefeuille. Aux 31 décembre 2014 et 2013, son portefeuille de titres de capitaux propres et de titres liés à des capitaux propres comprenait des placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune qu'elle gère. La juste valeur de ces placements était de 7,1 millions de dollars au 31 décembre 2014 et de 6,1 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les placements dans des fonds communs de placement et dans des fonds en gestion commune comprennent un portefeuille de placements très diversifié en titres de capitaux propres et en obligations. Les parts de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune n'ont pas d'échéance précise.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, une variation de 10 % de la juste valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres aurait eu pour effet de faire monter ou baisser les autres éléments du résultat global de 0,7 millions de dollars et de 0,6 millions de dollars, respectivement.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions, les placements et les débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

Le risque de crédit associé à la trésorerie, à la trésorerie soumise à des restrictions et aux placements est limité parce que les contreparties en cause sont des banques à charte et des banques commerciales auxquelles les agences nationales de notation ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction de la provision pour créances douteuses, laquelle a fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Sauf en ce qui concerne la Banque Nationale du Canada et ses sociétés affiliées, qui représentaient 20,1 % des débiteurs de la Société au 31 décembre 2014 (22 % au 31 décembre 2013), aucun client n'en représentait plus de 10 % aux 31 décembre 2014 et 2013.

### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt de la Société tient à sa trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes d'un swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

### *Risque de change*

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie, de ses débiteurs, de ses créditeurs et charges à payer et de sa dette à long terme libellés en dollars américains ainsi que des activités de ses établissements américains, activités dans le cadre desquelles le dollar américain est essentiellement utilisé. La Société gère une partie de son risque de change en faisant concorder ses positions en actifs et en passifs, soit plus précisément, en appariant sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée à ses actifs à long terme libellés dans la même monnaie.

Selon les soldes en dollars américains (exclusion faite de la dette à long terme) au 31 décembre 2014, une hausse ou une baisse de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 1,1 million de dollars (0,5 million de dollars en 2013) du total du résultat global. Le calcul précédent ne tient pas compte de la dette à long terme libellée en dollars américains, qui est couverte au moyen d'un actif à long terme dans la même monnaie. Cet actif à long terme n'est pas inscrit à l'état consolidé de la situation financière étant donné qu'il s'agit d'un solde intersociété.

### *Risque de liquidité*

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs venus à échéance. La Société surveille le solde de sa trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités opérationnelles et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

### *Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les justes valeurs de la trésorerie, de la trésorerie soumise à des restrictions, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, du dividende à payer, des sommes dues à des sociétés liées et des dépôts-clients correspondent approximativement à leurs valeurs comptables en raison de leur échéance à court terme.

Le coût des placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune se chiffrait à 6,5 millions de dollars au 31 décembre 2014 et à 5,9 millions de dollars au 31 décembre 2013 et leur juste valeur était respectivement de 7,1 millions de dollars et de 6,1 millions de dollars à ces dates. Le profit non réalisé, soit 0,6 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,083 million de dollars) au 31 décembre 2014 et 0,2 million de dollars au 31 décembre 2013 (déduction faite de l'impôt sur le résultat de néant), est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

La Société a établi la juste valeur initiale de la somme à recevoir liée aux reçus de souscription de 3,4 millions de dollars et de l'obligation au titre des reçus de souscription du même montant au moyen de données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. La Société a déterminé la juste valeur au moyen de données de marché observables comme le taux d'actualisation.

La valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen d'une formule dont ont convenu toutes les parties au moment de l'acquisition des fonds de gestion alternative de GMP. La valeur de l'option est calculée à l'aide de la valeur actualisée du total d'un multiple du résultat avant impôt et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (« BAIIA ») prévisionnel et des honoraires de performance prévisionnels. La performance réelle de la filiale influe directement sur la valeur de l'option. Les prévisions font l'objet d'un suivi et d'une révision mensuels, et la valeur de l'option est recalculée à la clôture de chaque période de présentation de l'information. Au cours du quatrième trimestre de 2014, la Société a achevé le budget annuel de la filiale pour l'exercice 2015 et recalculé la valeur de l'option à l'aide du BAIIA prévisionnel le plus récent attribuable à Société en commandite Fiera Quantum. La Société a ainsi établi que la valeur de l'option était de néant.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société a comptabilisé une reprise de 7,7 millions de dollars (charge de 0,4 million de dollars en 2013) découlant des variations de la juste valeur des instruments financiers à l'état consolidé du résultat net pour refléter la réévaluation de la valeur de l'option à la juste valeur.

Les instruments financiers dérivés sont composés uniquement de contrats de swap de taux d'intérêt. La Société détermine la juste valeur de ses swaps de taux d'intérêt au moyen de techniques d'évaluation, utilisant à cette fin des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. La Société s'assure, autant que possible, que sa technique d'évaluation intègre tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et qu'elle est conforme aux méthodes économiques reconnues pour la fixation du prix d'instruments financiers.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés présentées dans l'état consolidé du résultat net comprennent les variations de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt susmentionnés et les variations de la juste valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle se chiffrant respectivement à 0,3 million de dollars et de (7,7) millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et respectivement à (0,8) million de dollars et de 0,4 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Il y a lieu de se reporter à la note 6, *Instruments financiers*, afférente aux états financiers consolidés audités pour un complément d'information à cet égard.

#### **GESTION DU CAPITAL**

Le capital de la Société se compose du capital social, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, y compris la partie courante de cette dernière, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant la combinaison de la dette et des capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives relatives à sa dette.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, contracter une dette supplémentaire, rembourser des titres d'emprunt, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver au moins 100 000 \$ en capital, tel qu'il est défini dans le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites. Au 31 décembre 2014, la Société se conformait à l'ensemble des exigences réglementaires et dispenses.

#### **JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS**

Les meilleures estimations de la direction concernant les résultats à venir reposent sur les circonstances et les données disponibles au moment où ces estimations sont faites. Pour établir ces estimations, la direction s'appuie sur les résultats passés, la conjoncture économique et ses tendances ainsi que sur des hypothèses concernant des issues futures probables. Les estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont examinées régulièrement et les conséquences de toute variation sont constatées immédiatement. Les résultats réels différeront de ceux estimés, et les écarts pourraient être importants. Le budget annuel dressé par la direction et son plan à long terme, lequel couvre une période de cinq ans, constituent des sources d'information clés pour de nombreuses estimations importantes qui ont été exigées dans l'établissement des présents états financiers consolidés. La direction dresse annuellement un budget et met régulièrement à jour son plan à long terme. Les flux de trésorerie et le niveau de rentabilité pris en compte dans le budget et le plan à long terme sont fondés sur les actifs sous gestion existants et futurs, la conjoncture économique et les structures de coûts actuelles et futures. Le budget et le plan à long terme doivent



être approuvés à divers paliers hiérarchiques, dont celui de la haute direction. Le conseil d'administration approuve le budget annuel.

Ce qui suit décrit les principaux jugements et estimations comptables que la Société a posés ou faites en établissant ses états financiers consolidés.

#### *Unités génératrices de trésorerie*

La Société avait établi qu'elle avait une UGT aux fins de l'évaluation de la valeur comptable du goodwill attribué et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée jusqu'à ce qu'elle acquière des fonds de gestion d'actifs auprès de GMP Investment Management laquelle constitue également une UGT depuis son acquisition le 1<sup>er</sup> mai 2013.

#### *Paiements fondés sur des actions*

La Société évalue le coût des transactions avec des employés qui sont réglées en trésorerie et en capitaux propres en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment l'évaluation de certains critères de rendement ainsi que le nombre prévu d'unités dont les droits seront acquis.

#### *Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et déterminée*

La Société effectue chaque année un test de dépréciation du goodwill pour savoir s'il a subi une dépréciation. La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée en fonction de la valeur d'utilité. Ce calcul nécessite l'utilisation d'estimations, dont celles qui ont trait aux taux de croissance hypothétiques des flux de trésorerie futurs, au nombre d'années utilisées dans le modèle des flux de trésorerie, au taux d'actualisation et à d'autres estimations. Les valeurs recouvrables des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ou déterminée sont basées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs, ce qui tient compte des taux projetés d'attrition de la clientèle, si cela est pertinent, ainsi que le recours à des taux d'actualisation et à un pourcentage de la marge brute.

#### *Regroupements d'entreprises*

Le processus de répartition de prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises exige de la direction qu'elle estime la juste valeur des actifs acquis, dont les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles, ainsi que des passifs repris et les obligations au titre du prix d'achat exigibles au fil du temps. La Société se sert de techniques d'évaluation qui reposent généralement sur des prévisions du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses posées par la direction quant au rendement futur des actifs concernés et au taux d'actualisation qui est appliqué.

### *Impôt sur le résultat*

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux, qui font fréquemment l'objet de changements. De plus, il y a des transactions et des calculs pour lesquels la détermination de la charge d'impôt définitive est incertaine. La Société constate des passifs relativement aux questions prévues d'audit fiscal en estimant si elle devra ou non payer de l'impôt supplémentaire. Lorsque l'issue finale, sur le plan fiscal, de ces questions ne correspond pas aux montants qui ont été initialement comptabilisés, les différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période dans laquelle une telle détermination a été faite.

L'établissement des montants des actifs et passifs d'impôt différé à constater fait appel au jugement. Des jugements importants doivent être posés afin d'établir le calendrier de renversement des différences temporaires auxquelles les taux d'impôt futurs sont appliqués. Le montant des actifs d'impôt différé, qui se limite au montant dont la réalisation est probable, est estimé en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de résultat imposable futur.

## **NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES**

### ***Adoption de nouvelles IFRS***

#### ***Modifications de l'IFRS 10, de l'IFRS 12 et de l'IAS 27 relatives aux entités d'investissement***

Les modifications de l'IFRS 10 définissent ce qu'est une entité d'investissement et exigent d'une entité publiante qui correspond à la définition d'une entité d'investissement qu'elle évalue ses filiales à la juste valeur par le biais du résultat net dans ses états financiers consolidés et individuels plutôt que de les consolider.

Les conditions suivantes doivent être réunies pour qu'une entité publiante soit considérée comme une entité d'investissement :

- elle obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs afin de leur fournir des services professionnels de gestion de placements;
- elle déclare à son ou à ses investisseurs qu'elle a pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital ou de revenus d'investissement, ou les deux;
- elle mesure et évalue la performance de la quasi-totalité de ses investissements sur la base de la juste valeur.

Des modifications corrélatives ont été apportées à l'IFRS 12 et à l'IAS 27 afin d'instaurer de nouvelles exigences quant aux informations que doivent fournir les entités d'investissement. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les montants présentés ou les informations fournies dans les états financiers consolidés.

#### ***Modifications de l'IAS 32 relatives à la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers***

Les modifications de l'IAS 32 clarifient les exigences quant à la compensation d'actifs et de passifs financiers. Plus particulièrement, elles précisent le sens de l'expression « a actuellement un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation » et ce que signifient une réalisation et un règlement simultanés. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les montants présentés ou les informations fournies dans les états financiers consolidés.

### ***Interprétation IFRIC 21, Droits ou taxes***

L'interprétation IFRIC 21 fournit des directives sur le moment de comptabilisation des passifs liés à un droit ou à une taxe imposé par une autorité publique, tant pour ceux comptabilisés conformément à l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, que pour ceux dont l'échéance et le montant sont certains. Les droits ou taxes sont des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques qui sont imposés par les autorités publiques aux entités selon les dispositions légales ou réglementaires, à l'exception des impôts sur le résultat qui entrent dans le champ d'application de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et des amendes et autres pénalités imposées pour violation de dispositions légales ou réglementaires. L'interprétation précise que le fait générateur d'obligation qui entraîne la comptabilisation d'un passif est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires pertinentes. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les montants présentés ou les informations fournies dans les états financiers consolidés.

### ***Modifications de l'IAS 36, Dépréciation d'actifs***

Les modifications de l'IAS 36 limitent les circonstances dans lesquelles la valeur recouvrable des actifs ou des unités génératrices de trésorerie doit être présentée, précisent les informations à fournir et introduisent une exigence explicite de présentation du taux d'actualisation utilisé pour établir la perte de valeur (ou les reprises) dans les cas où le montant recouvrable (fondé sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie) est établi au moyen d'une technique d'actualisation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les montants présentés ou les informations fournies dans les états financiers consolidés.

### ***IFRS publiées mais non encore adoptées***

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

#### ***IFRS 9, Instruments financiers***

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, *Instruments financiers*, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, de manière rétrospective. L'adoption anticipée est autorisée.

#### ***IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients***

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et doit être appliquée de manière rétrospective. L'adoption anticipée est autorisée.

### ***Modifications de l'IFRS 11, Partenariats***

En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme qui stipule que la comptabilisation s'appliquant aux regroupements d'entreprises doit être utilisée pour comptabiliser l'acquisition de participations dans une entreprise commune qui constitue une entreprise. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### ***Modifications de l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, et de l'IAS 16, Immobilisations corporelles***

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à introduire une présomption réfutable selon laquelle les méthodes d'amortissement basées sur les produits en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles sont inappropriées. Les modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et l'adoption anticipée est autorisée.

### ***Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2010-2012 et 2011-2013)***

En décembre 2013, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2010-2012 et 2011-2013, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de neuf normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications permettant de clarifier des éléments, comme la définition de « condition d'acquisition de droits » de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, les informations à fournir en ce qui a trait à un regroupement de secteurs opérationnels conformément à l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, l'évaluation des créances et des dettes à court terme selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, la définition de « partie liée » de l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*, ainsi que d'autres modifications. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et l'adoption anticipée est autorisée.

### ***Modifications de l'IAS 1, Présentation des états financiers***

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à cette norme qui visent à améliorer la présentation et les informations à fournir. Ces modifications se rapportent à l'importance relative, à l'ordre des notes, aux totaux partiels, aux méthodes comptables et à la ventilation, et elles ont été élaborées dans le but d'inciter les sociétés à avoir recours au jugement professionnel pour déterminer quelles informations seront fournies dans les états financiers. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

## **MESURES NON CONFORMES AUX IFRS**

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre, d'une part, le total des produits et, d'autre part, le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes.

Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt, et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Le résultat en trésorerie correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Bien que nous considérions les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre performance, certains de ces éléments pourraient se reproduire et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent des mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

## **RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS**

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque, dont les suivants :

### ***Les clients ne s'engagent pas dans une relation à long terme***

Les ententes aux termes desquelles Fiera Capital gère l'actif de ses clients peuvent être résiliées à bref préavis, conformément à la pratique du secteur. Les clients dont l'actif est investi dans des Fonds peuvent également faire racheter leurs parts à bref préavis. Par conséquent, rien ne garantit que Fiera Capital serait en mesure d'atteindre ou de conserver un certain montant d'actifs sous gestion, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur sa capacité d'attirer et de conserver les clients ainsi que sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance potentiels et sa rentabilité globale.

La perte de clients importants ou d'un nombre significatif de clients existants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Fiera Capital.

### ***Un mauvais rendement de nos placements pourrait nous faire perdre des clients ou nous empêcher d'en attirer de nouveaux, réduire l'actif sous gestion et faire baisser nos produits d'exploitation***

Un mauvais rendement des placements, que ce soit par rapport aux concurrents de Fiera Capital ou à d'autres éléments, pourrait faire en sorte que les clients existants choisissent de retirer leurs actifs des Fonds pour investir dans des produits offrant un meilleur rendement, ce qui nuirait à la capacité de Fiera Capital de se procurer des capitaux auprès de ses clients existants ou de nouveaux clients, réduisant ainsi potentiellement l'actif sous gestion, les honoraires de gestion, la rentabilité et le potentiel de croissance de Fiera Capital. En outre, la capacité de Fiera Capital d'obtenir des honoraires de performance est directement liée au rendement de ses placements. Par conséquent, un mauvais rendement des placements pourrait faire en sorte que Fiera Capital n'obtienne plus d'honoraires de performance ou qu'elle en obtienne moins. Fiera Capital ne peut garantir que ses rendements relatifs futurs seront positifs, qu'elle conservera ses clients ou qu'elle attirera de nouveaux clients.

### ***Dépendance à l'égard d'un client important***

Dans le cadre de la transaction de Natcan, Fiera Capital a conclu une convention régissant les actifs sous gestion avec Natcan et la Banque Nationale. À la suite de la transaction de Natcan, la Banque Nationale est devenue le principal client de Fiera Capital avec des actifs sous gestion de 24,2 milliards de dollars au 31 décembre 2014, ce qui représente environ 28 % des 86,6 milliards de dollars d'actifs sous gestion de Fiera Capital. La résiliation de cette convention ou son non-renouvellement pourrait faire baisser considérablement les actifs sous gestion de Fiera Capital, ce qui ne manquerait pas de porter un grand préjudice à ses affaires, à sa situation financière à venir et à ses résultats d'exploitation.

### ***La perte de membres clés du personnel à cause des pressions concurrentielles pourrait nous faire perdre des clients et entraîner une baisse de nos produits d'exploitation***

Les activités de Fiera Capital dépendent des personnes hautement qualifiées et spécialisées qu'elle a à son service. L'apport de ces personnes aux équipes de gestion de placements, de gestion des risques et du service à la clientèle de Fiera Capital est crucial pour attirer et conserver les clients. Fiera Capital consacre des ressources considérables pour recruter, former et rémunérer ces personnes. Toutefois, la croissance de l'actif sous gestion dans le secteur de la gestion des placements, le nombre de nouvelles sociétés faisant leur percée dans ce secteur et la dépendance envers les bons résultats pour vendre des produits financiers ont entraîné une hausse de la demande d'excellents

professionnels des placements et du service à la clientèle. Or, la rémunération de ces professionnels tend à augmenter à un taux bien supérieur à celui de l'inflation et à celui observé dans d'autres secteurs. Fiera Capital prévoit que ces coûts continueront de représenter une partie importante de ses charges.

Fiera Capital a toujours pris des mesures pour encourager les membres clés de son personnel à continuer de travailler pour elle, et elle continuera de le faire. Ces mesures comprennent l'offre d'un régime d'options d'achat d'actions, d'un régime incitatif à court terme, d'un régime d'achat d'actions à l'intention des employés ainsi que d'un environnement de travail qui favorise la satisfaction du personnel. Nous ne doutons pas que ces mesures nous permettront de devenir un employeur de prédilection et qu'elles se révéleront efficaces en ce qui a trait à la rétention de notre personnel, même si nous devons faire face à une concurrence accrue pour des professionnels chevronnés dans le secteur, et que Fiera Capital sera en mesure de recruter de nouvelles personnes hautement qualifiées et dotées des compétences souhaitées quand le besoin s'en fera sentir.

### *Intégration des entreprises acquises*

La réussite d'une acquisition que Fiera Capital réalise ou entend réaliser dépend en partie de la capacité de la direction à réaliser les retombées et économies attendues de l'intégration des activités de Fiera Capital et de celles de l'entreprise acquise. L'intégration d'entreprises pouvant poser des défis considérables, la direction de Fiera Capital pourrait ne pas être en mesure de la mettre en œuvre sans heurt, avec succès ou sans y engager des ressources financières importantes. Il est possible que le processus d'intégration entraîne le départ de membres clés du personnel, l'interruption des activités auxquelles ils prenaient part ou des incohérences sur le plan des normes, des contrôles, des procédures et des politiques, qui pourraient nuire à la capacité de la direction de Fiera Capital de maintenir de bonnes relations avec ses clients, ses fournisseurs et son personnel ou de récolter les retombées attendues d'une acquisition.

L'intégration de Fiera Capital et d'une entreprise acquise demande beaucoup d'efforts, de temps et de ressources de la part de la direction, ce qui pourrait, ce faisant, détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et de questions liées à l'entreprise. Rien ne garantit que la direction de Fiera Capital serait en mesure d'intégrer les activités de chacune des entreprises avec succès, ni que les synergies ou les autres avantages attendus d'une acquisition se réaliseraient. L'incapacité de la direction à intégrer avec succès les activités de Fiera Capital et celles de l'entreprise dont elle envisage l'acquisition, notamment sur le plan des technologies de l'information et des systèmes d'information financière, pourrait nuire considérablement aux activités, à la situation financière et aux résultats d'exploitation de Fiera Capital.

### *Les pressions concurrentielles pourraient entraîner une baisse des produits d'exploitation*

La concurrence est vive dans le secteur de la gestion des placements. Certains des concurrents actuels et éventuels de Fiera Capital disposent ou pourraient disposer de ressources techniques et financières et de ressources de marketing, de distribution et autres bien plus considérables que celles de Fiera Capital. Rien ne garantit que Fiera Capital pourrait atteindre ou maintenir un niveau donné d'actifs sous gestion ou de produits d'exploitation dans un tel environnement. Cette concurrence pourrait nuire considérablement à la rentabilité de Fiera Capital, et rien ne garantit que celle-ci serait à même de soutenir cette concurrence de façon efficace. En outre, la capacité de Fiera Capital de maintenir son barème d'honoraires de gestion et d'honoraires de performance dépend de sa capacité de fournir à ses clients des produits et des services compétitifs. Rien ne garantit que Fiera Capital ne subirait pas de pressions de la concurrence la forçant à abaisser ses honoraires, qu'elle pourrait conserver son barème d'honoraires ou qu'elle pourrait conserver ses clients grâce à cette structure. Une réduction importante des honoraires de gestion ou des honoraires de performance de Fiera Capital pourrait avoir une incidence défavorable sur les produits d'exploitation.

### *Conflits d'intérêts et risque de réputation*

L'incapacité de Fiera Capital de gérer et de résoudre adéquatement les conflits d'intérêts pourrait ternir sa réputation et nuire considérablement à ses activités, à sa situation financière ou à sa rentabilité. Certains des Fonds et des comptes gérés ont des objectifs de placement qui se recoupent, et les décisions quant à la répartition des occasions de placement parmi ces Fonds pourraient entraîner des conflits d'intérêts. Il se pourrait aussi que des conflits d'intérêts réels, éventuels ou perçus entraînent l'insatisfaction des investisseurs ou encore des litiges ou des sanctions réglementaires. Les réclamations découlant de conflits d'intérêts pourraient nuire considérablement à la réputation de Fiera Capital, ce qui pourrait, à son tour, nuire à ses activités de plusieurs façons, y compris en entraînant la perte de clients.

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, puisse entraîner une réduction du résultat ou de la clientèle de Fiera Capital en raison de son incidence sur l'image de marque de Fiera Capital. Le risque de réputation est inhérent à pratiquement toutes les opérations effectuées par Fiera Capital, même lorsque l'opération est entièrement conforme aux exigences des lois et de leurs règlements d'application. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques, car il est souvent lié au risque d'exploitation, au risque lié à la réglementation et aux autres risques inhérents aux activités de Fiera Capital. Par conséquent, le cadre de gestion du risque de réputation de Fiera Capital est intégré à tous les autres volets de la gestion du risque et constitue une composante clé du code d'éthique et de conduite auquel l'ensemble du personnel de Fiera Capital est assujéti.

### *L'évolution du secteur de la gestion des placements pourrait entraîner une baisse des produits d'exploitation*

La capacité de Fiera Capital de dégager des produits d'exploitation a beaucoup été influencée par la croissance qu'a connue le secteur de la gestion des placements et de la performance relative de la Société dans ce secteur. La croissance que nous avons connue jusqu'à présent dans le secteur de la gestion des placements pourrait ne pas se poursuivre, et une conjoncture défavorable ainsi que d'autres facteurs, notamment un recul important des marchés des capitaux, pourraient nuire à la popularité des services de Fiera Capital ou faire en sorte que les clients se retirent des marchés ou diminuent le montant ou la fréquence de leurs investissements. Un quelconque repli du secteur de la gestion des placements ou un quelque autre changement touchant le secteur qui aurait pour conséquence de dissuader les investisseurs de faire appel aux services de Fiera Capital pourrait nuire à la capacité de celle-ci d'attirer des clients et ainsi contribuer à une baisse de ses produits d'exploitation.

### *Une erreur ou inconduite du personnel pourrait entraîner des sanctions réglementaires ou nuire à la réputation de Fiera Capital, ce qui pourrait gravement nuire à ses activités, à sa situation financière ou à sa rentabilité*

Ces dernières années, plusieurs cas de fraude ou d'autres genres d'inconduite de la part d'employés du secteur des services financiers ont retenu l'attention du public et, malgré les mesures d'envergure que Fiera Capital a mises en place pour empêcher et prévenir ce genre d'activités (dont l'instauration d'un code d'éthique et de conduite), la Société reste toujours exposée aux risques liés aux cas d'inconduite de la part de membres de son personnel. L'inconduite de la part du personnel peut comporter plusieurs facettes, notamment lier Fiera Capital à des opérations qui excèdent les limites autorisées ou qui présentent des risques inacceptables, ou lui cacher certaines activités qui ne sont pas autorisées ou qui n'ont pas donné les succès escomptés et qui peuvent, dans un cas comme dans l'autre, entraîner des risques ou des pertes inconnus et non gérés. L'inconduite de la part de membres de son personnel pourrait également comprendre l'utilisation abusive de renseignements confidentiels, ce qui pourrait entraîner des sanctions réglementaires et entacher considérablement sa réputation. Fiera Capital pourrait également subir des pertes à la suite d'une erreur d'un membre de son personnel. Il n'est pas toujours possible de prévenir l'inconduite de la part d'un employé ou d'empêcher les erreurs des employés, et les précautions que Fiera Capital



prend pour empêcher et détecter ce genre d'activités pourraient ne pas être efficaces dans tous les cas, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

### *Risque de poursuite et risque lié à la réglementation*

La capacité de Fiera Capital d'exercer ses activités est tributaire de sa conformité et de son inscription continue aux termes des lois sur les valeurs mobilières des territoires dans lesquels elle exerce ses activités. Toute modification du cadre de réglementation des valeurs mobilières ou tout manquement de sa part aux lois, aux règles et aux règlements pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités de Fiera Capital. Il se pourrait également que des lois et des règlements qui régissent les activités de Fiera Capital, ou l'un de ses produits ou services de placement en particulier, soient modifiés ou interprétés d'une manière qui lui soit défavorable. L'évolution rapide du milieu de la réglementation des valeurs mobilières et le renforcement des normes en matière d'efficacité opérationnelle dans le secteur de la gestion des placements, outre les pressions qu'exerce la concurrence pour la mise en marché de produits et de services novateurs, pourraient nécessiter des ressources humaines supplémentaires. L'instauration de nouvelles obligations de communication de l'information ainsi que d'autres procédures visant les fonds de placement pourrait nécessiter des dépenses supplémentaires. Le non-respect de ces règlements pourrait entraîner des amendes, l'interdiction temporaire ou permanente des activités de Fiera Capital ou des activités menées par son personnel ou des dommages à sa réputation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Peu importe l'efficacité avec laquelle Fiera Capital surveille et administre les politiques et les procédures établies en matière de conformité, Fiera Capital ainsi que ses administrateurs, ses dirigeants, son personnel et ses placeurs pour compte peuvent être assujettis à des obligations ou à des amendes qui pourraient limiter leur capacité d'exercer leurs activités. Fiera Capital a souscrit divers types d'assurances en vue de couvrir certains risques potentiels et évalue continuellement l'adéquation de cette couverture. Au cours des dernières années, le coût de l'assurance a augmenté, tandis que le nombre d'assureurs a diminué. En raison de la mise en œuvre du régime de responsabilité civile du marché secondaire, il pourrait éventuellement devenir plus difficile d'obtenir de l'assurance selon des modalités économiques raisonnables.

Le risque de poursuite est inhérent au secteur de la gestion de placements dans lequel Fiera Capital exerce ses activités. Ce risque ne peut pas être éliminé, même lorsqu'il n'existe aucun motif légitime de poursuite. À cet égard, les risques juridiques auxquels sont exposés Fiera Capital, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et ses placeurs pour compte comprennent le risque de responsabilité en cas de contravention aux lois sur les valeurs mobilières, de manquement aux obligations fiduciaires ou d'abus des fonds des investisseurs. En outre, en raison de l'existence, dans certains territoires, du régime de responsabilité civile du marché secondaire, des actionnaires insatisfaits pourraient plus aisément tenter des poursuites contre Fiera Capital, ses administrateurs et ses dirigeants.

Les filiales américaines de Fiera Capital, à savoir Bel Air Advisors (et sa filiale, Bel Air Management, LLC [« Bel Air Management »]) et Wilkinson O'Grady, sont des conseillers en placement inscrits auprès de la SEC. Bel Air Securities est aussi une maison de courtage de valeurs inscrite aux États-Unis. Une grande part des activités de gestion d'actifs et de courtage de valeurs de ces entités sont assujetties, aux États-Unis, à des Lois fédérales ou étatiques et à leurs règlements d'application visant à protéger les intérêts des investisseurs ou des clients. Ces lois et règlements investissent généralement les organismes de surveillance et de contrôle d'une vaste gamme de pouvoirs administratifs, dont celui de limiter ou de restreindre Bel Air, Bel Air Management ou Wilkinson O'Grady dans leur capacité d'exercer leurs activités de gestion d'actifs ou de courtage de valeurs (notamment en suspendant des employés à titre individuel, en révoquant des inscriptions ou en leur imposant d'autres types de sanctions ou d'amendes importantes) dans les cas où ces entités, des membres de leur personnel ou des sociétés qui y sont liées

contreviendraient à ces lois et règlements. Le contexte réglementaire au sein duquel évoluent Bel Air, Bel Air Management et Wilkinson O'Grady aux États-Unis est en plein bouleversement. Le débat fait rage aux États-Unis sur la portée d'action idéale que devrait prendre la réglementation ainsi que sur le niveau de surveillance qui devrait être exercé à l'égard des conseillers en placement et des maisons de courtage de valeurs. L'imposition de nouvelles lois ou de nouveaux règlements par la SEC ou d'autres organes de réglementation américains gouvernementaux ou organes autoréglementés, ou la révision de lois ou règlements existants, tout comme des changements dans l'interprétation ou l'application de ces lois et règlements par les organes publics ou par les organes d'autoréglementation, pourraient entraîner des coûts supplémentaires pour Bel Air, Bel Air Management ou Wilkinson O'Grady ou leur porter préjudice d'une quelque autre façon.

### **Endettement**

La deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour contient des clauses restrictives qui limitent la capacité de Fiera Capital d'exécuter certains types de transactions et elle impose des restrictions importantes sur le plan de l'exploitation, ce qui pourrait empêcher Fiera Capital de saisir certaines occasions d'affaires et de prendre certaines mesures pouvant servir ses intérêts.

Ces clauses restrictives peuvent l'empêcher notamment de :

- contracter, créer, prendre en charge ou permettre qu'existe une dette additionnelle au titre de sommes empruntées (au sens de la convention de crédit modifiée et mise à jour);
- créer, prendre en charge, maintenir ou permettre que soient en cours certains cautionnements;
- racheter ou rembourser des actions de Fiera Capital, ou verser des dividendes sur celles-ci;
- effectuer des investissements et des prêts;
- créer, contracter, prendre en charge ou permettre qu'existent certains privilèges;
- effectuer certaines fusions, acquisitions, ventes d'actifs ou opérations de cession-bail;
- aliéner des actifs;
- modifier de quelque façon que ce soit la nature de ses activités commerciales;
- modifier de quelque façon que ce soit les documents constitutifs de Fiera Capital, ses chartes, ses règlements administratifs ou son territoire de constitution;
- modifier une disposition importante des contrats importants (au sens de la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour);
- regrouper, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité des actifs.

Ces restrictions peuvent nous empêcher de prendre des mesures qui, selon nous, seraient dans l'intérêt de notre entreprise et pourraient faire en sorte qu'il soit difficile pour Fiera Capital d'exécuter sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions.

En outre, la convention de crédit modifiée et mise à jour prévoit que Fiera Capital doit respecter certains critères et ratios financiers et qu'un changement de contrôle constituerait un cas de défaut.

Compte tenu du bilan solide de Fiera Capital, ces clauses restrictives n'empêchent pas Fiera Capital d'exercer ses activités commerciales de la façon dont elle le fait en ce moment, mais rien ne garantit que, à l'avenir, la capacité de

Fiera Capital à apporter des changements à ses activités commerciales ou concurrentielles ou à procéder à des fusions, à des acquisitions ou à des aliénations d'actifs ne serait pas limitée. En outre, le défaut de respecter ces clauses restrictives, notamment le défaut de respecter les critères ou les ratios financiers, pourrait vraisemblablement occasionner un cas de défaut aux termes de la convention de crédit modifiée et mise à jour.

De plus, une partie de la dette de Fiera Capital, notamment les emprunts effectués aux termes de la convention de crédit modifiée et mise à jour, porte intérêt à des taux variables et expose Fiera Capital à un risque de taux d'intérêt. En cas d'augmentation des taux d'intérêt, les obligations liées au service de la dette à taux variable de Fiera Capital augmenteraient même si le montant emprunté demeurait le même, et le résultat net et les flux de trésorerie diminueraient.

***L'incapacité de gérer les risques inhérents aux modèles de portefeuille pourrait nuire considérablement aux activités, à la situation financière ou à la rentabilité de Fiera Capital***

Fiera Capital surveille, évalue et gère les principaux risques liés à l'exercice de ses activités. Ces risques comprennent les risques externes des marchés auxquels tous les investisseurs sont exposés ainsi que les risques internes découlant de la nature même des activités de Fiera Capital. Comme certaines méthodes de gestion des risques utilisées par Fiera Capital reposent sur des observations des antécédents du marché, ces méthodes pourraient ne pas être à même de prévoir l'exposition future au risque, laquelle pourrait se révéler, à terme, bien plus élevée que celle prévue à partir des antécédents.

D'autres méthodes utilisées pour la gestion du risque reposent sur l'évaluation de l'information concernant les marchés, les clients ou d'autres éléments dont les renseignements ont été rendus publics ou auxquels Fiera Capital peut accéder autrement. Ces renseignements pourraient ne pas se révéler exacts, complets, à jour ou bien évalués dans tous les cas. La gestion des risques d'exploitation, et des risques juridiques et réglementaires nécessite, entre autres, des politiques et des procédures permettant d'inscrire en bonne et due forme et de vérifier un grand nombre d'opérations et d'événements, et ces politiques et procédures pourraient ne pas être entièrement efficaces. L'incapacité de Fiera Capital à gérer les risques de ses portefeuilles pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

***La croissance rapide de l'actif sous gestion de Fiera Capital pourrait avoir une incidence défavorable sur le rendement des placements de Fiera Capital ou sur son potentiel de croissance***

La disponibilité d'occasions de placement appropriées pour les nouveaux clients est une composante importante du rendement des placements. Si Fiera Capital devait ne pas être en mesure de cerner en temps opportun un nombre suffisant d'occasions de placement pour ses nouveaux clients, le rendement de ses placements pourrait en souffrir ou Fiera Capital pourrait décider de limiter sa croissance et de réduire la fréquence à laquelle elle accepte les actifs de nouveaux clients. Si l'actif sous gestion de Fiera Capital devait augmenter rapidement, celle-ci pourrait ne pas être en mesure de tirer parti des occasions de placement qui lui étaient offertes par le passé ou de cerner suffisamment d'occasions de placement pour atteindre les rendements absolus ciblés.

***Évaluation***

L'évaluation des Fonds est de nature incertaine. Même si les Fonds sont audités par des auditeurs indépendants, au sens du code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, afin d'établir si leurs états financiers sont préparés de façon fidèle et conforme aux PCGR du Canada ou aux IFRS, l'évaluation de certains titres et autres placements des Fonds peut comporter des incertitudes et des décisions qui sont basées sur des jugements et, si les évaluations en question devaient se révéler inexactes, la valeur liquidative d'un Fonds pourrait être mal

évaluée. Des renseignements de tiers indépendants sur les cours pourraient ne pas tout le temps être disponibles à l'égard de certains des titres et des autres placements des Fonds. De plus, les Fonds pourraient investir dans certains biens qui, en raison de leur nature, pourraient être extrêmement difficiles à évaluer avec exactitude, notamment les placements en capital-risque détenus par Fiera Capital dans des sociétés de portefeuille à capital fermé. Fiera Capital pourrait devoir engager des coûts considérables pour corriger les erreurs de prix découlant de l'évaluation inexacte de la valeur des placements.

***Il est possible que nous soyons tenus d'absorber les charges d'exploitation d'un Fonds commun de placement***

Si la valeur des actifs sous gestion des Fonds devait diminuer au point que l'imputation de la totalité des charges d'exploitation à un Fonds rende les ratios de frais de gestion ou un Fonds non concurrentiels, Fiera Capital pourrait choisir d'absorber certains de ces frais, ce qui ferait augmenter ses charges et baisser sa rentabilité.

***L'incapacité de mettre en place des politiques, des procédures et des mesures efficaces en qui concerne la sécurité des renseignements pourrait perturber les activités commerciales et entraîner des pertes financières susceptibles d'avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital***

Fiera Capital dépend de l'efficacité de ses politiques, de ses procédures et de ses mesures concernant la sécurité de l'information pour protéger ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications ainsi que les données qui s'y trouvent ou qui sont transmises par leur entremise. Un quelconque incident concernant la sécurité de l'information dont la cause est externe, notamment une attaque par un cyberpirate ou par un virus ou un programme-ver informatique, ou un incident dont la cause est interne, notamment l'incapacité de contrôler l'accès à des systèmes sensibles, pourrait perturber de façon importante les activités de Fiera Capital ou entraîner la diffusion ou la modification de renseignements critiques ou confidentiels, et entraîner des pertes financières importantes, la prise de sanctions réglementaires, la rupture des contrats conclus avec des clients, des dommages à la réputation de Fiera Capital ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Les services administratifs fournis par Fiera Capital dépendent de logiciels fournis par des tiers. Le défaut d'un fournisseur clé, la perte des produits de ces fournisseurs ou un problème ou erreur quelconque lié à ces produits pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la capacité de Fiera Capital d'assurer ces services administratifs. Les changements apportés aux ententes de prix conclues avec ces tiers fournisseurs par suite de mises à niveau ou d'autres circonstances pourraient également avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de Fiera Capital.

***Dépendance à l'égard des systèmes d'information et de télécommunications***

Fiera Capital dépend de la disponibilité de son personnel et de ses bureaux ainsi que du bon fonctionnement de ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications. Une catastrophe telle que des dégâts causés par l'eau, une explosion ou une panne d'électricité prolongée pourrait perturber considérablement les activités de Fiera Capital et entraîner des pertes financières importantes, la perte de ressources humaines, l'imposition de sanctions réglementaires, la rupture de contrats conclus avec des clients et des dommages à la réputation ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

*Obtenir une couverture d'assurance suffisante selon des modalités économiques avantageuses pourrait ne pas être possible*

Fiera Capital détient divers types de contrats d'assurance, notamment des assurances contre les erreurs et omissions, des assurances responsabilité civile des entreprises et le cautionnement d'une institution financière. L'adéquation de la couverture d'assurance est évaluée en permanence, notamment en comparant ses coûts à ses avantages. Toutefois, rien ne garantit que les réclamations éventuelles ne dépasseraient pas le plafond de la couverture ou que l'assureur accepterait ces demandes de règlement. Un jugement porté à l'encontre de Fiera Capital dont le montant dépasserait l'assurance disponible ou auquel l'assurance ne s'appliquerait pas pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité. Rien ne garantit que Fiera Capital pourra obtenir une couverture d'assurance suffisante selon des modalités économiques avantageuses.

Page laissée en blanc intentionnellement.



